

le prolétaire

M 2414 - 391 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MAI-JUIN 1987

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 391

Contre l'ordre impérialiste Le parti arme indispensable de la lutte de classe

Après les discours euphoriques de 82-83 sur l'envol nouveau du capitalisme vers la croissance, la résorption du chômage, l'équilibre monétaire, etc., discours favorisés non seulement d'un Reagan mais aussi des chantages de la gauche en exercice à cette époque, succède une cascade de discours sombres, alarmistes et inquiets ou l'optimisme cède la place au doute.

Les capitalistes sont en plein désarroi; cette année tous leurs indices de croissance doivent être revus à la baisse et déjà les grandes institutions financières bourgeoises annoncent que cette croissance adulée va connaître une chute progressive et inexorable pour plusieurs années. L'impérialisme mondial s'agit donc fébrilement et empile réunions internationales sur réunions internationales; celle du 22 février à Paris, pas plus que les autres, n'a permis de démêler l'écheveau de la crise capitaliste. Les canailles de l'impérialisme en sont même ressortis avec la mine déconfite: comment faire croire à l'efficacité de ces concertations, quand elles ne font que démontrer dès le lendemain que chaque capitaliste se bat pour lui-même et lui seul car sa seule chance de stabilisation est de déséquilibrer son adversaire. C'est donc sur une toile de fond de guerre commerciale plus âpre que jamais, où les U.S.A dressent leurs barrières protectionnistes contre le Japon, à qui ils reprochent de ne pas vouloir jouer le rôle de "locomotives" et contre l'Europe, autre concurrent direct; où la dette des pays de la périphérie passe le cap des 1'000 milliards de dollars; où le cours des monnaies suit une courbe de montagne russe annihilant toute prétention des capitalistes à planifier leurs investissements; que l'impérialisme développe ses grandes manœuvres économiques, politiques et militaires pour tenter de sauvegarder ses intérêts de rapace, dans un monde surchargé de marchandises et croulant sous la misère.

Les risques d'explosions sociales, dégagées par cette situation, s'accumulent donc à l'horizon, dans des conditions générales qui risquent de les rendre bien plus dangereuses pour l'ordre bourgeois et impérialiste que toutes les vagues précédentes. Dans les grands centres de l'impérialisme, à l'Ouest comme à l'Est, les réactions ouvrières à la crise avaient pu être amorties autant par le coussin des sécurités sociales que par les faux espoirs placés dans un possible changement réformiste et en douceur du cours capitaliste, ou encore, comme en Pologne, par la pression conjuguée des forces de l'ordre, de l'Eglise et de l'impérialisme. A la périphérie, la grande vague de luttes des années 70 a dû reculer momentanément "grâce" à l'usage simultané de la trique militaire et de la démocratie civile combinées là aussi avec l'action de l'Eglise.

Mais toute cette action multiple militaro-politique de l'ordre bourgeois international, n'a pu toutefois réussir à éteindre les feux de la lutte de classe et ne peut d'ailleurs y parvenir, car la crise capitaliste et la remise en cause de tous les équilibres impérialistes, hérités de la dernière guerre, suivent un cours inexorable. Au cours de cette dernière décennie, la crise n'a fait qu'ébranler toujours plus les fondations de l'ordre international et devant la fragilité grandissante de l'édifice les tentatives de redressement de l'impérialisme ne peuvent qu'être toujours plus musclées.

L'impérialisme accentue donc sa pression sur les prolétaires et les masses laborieuses de la périphérie pour tenter de sauver les taux de profits en chute libre et faire payer la dette internationale, au prix du sang s'il le faut. C'est ainsi qu'il agit, soit par F.M.I. ou par despote local interposé, pour faire accepter aux masses la seule politique qu'il puisse mener, celle de la rigueur et des sacrifices; soit en intervenant militairement, directement ou indirectement, pour imposer sa solution aux conflits locaux et aux poussées centrifuges. A l'intervention de Grenade ou du Tchad, clairs avertissements à tous ceux qui tenteraient de s'opposer à l'actuel partage impérialiste, répondent celles du Moyen-Orient où l'impérialisme alimente la guerre ignoble entre l'Iran et l'Irak et appuie ses gendarmes sionistes locaux dans la guerre anti-palestinienne, sans oublier celles d'Amérique Centrale ou d'Afghanistan.

A toute cette agitation militaire, dont une part sert de champ d'expérimentation, et à la montée du militarisme bourgeois, l'impérialisme ajoute la comédie sinistre des "Conférences pour la paix et le désarmement" où chaque protagoniste se donne l'image -utile pour l'avenir lorsqu'il s'agira de mobiliser les troupes- du véritable pacifiste qui cherche à amener "à la raison" son adversaire belliciste. En fait, les deux supergrands de l'impérialisme, U.S.A et U.R.S.S., ne cherchent pratiquement qu'à préparer les conditions d'une troisième guerre impérialiste mondiale, débouché tôt ou tard inévitable de la crise du capitalisme. A toutes ces pressions matérielles, économiques et militaires se combine une autre pression - qui peut se révéler encore plus dangereuse pour l'indépendance de classe du prolétariat-, celle de l'intoxication idéologique. Cette intox est axée essentiellement autour de la défense de l'entreprise -la campagne en France pour le rachat des entreprises par les travailleurs et l'actionariat ouvrier étant les dernières nouveautés en ce domaine- de la défense de l'économie nationale face aux concurrents, que se soient les "frères européens" ou les cousins éloignés d'Amérique et d'Asie, mais aussi le thème de l'ordre grâce notamment à la campagne bourgeoise contre le terrorisme et la violence... des opprimés.

Dans cette campagne d'intoxication toutes les forces politiques bourgeoises sont au travail et ne se distinguent les unes aux autres que par le vernis des mots. Partis de droite ou de gauche, tous se liguent pour enfermer le prolétariat dans le respect de l'ordre, de la non-violence, le pacifisme et le légalisme.

Pour faire face aux réactions sociales potentielles, l'impérialisme utilise toutes ses cartes. Aux solutions dictatoriales pures (Amérique Latine, Philippines, Afrique du Sud, etc.) il substitue (ou essaie) des régimes aigre-doux de démocratie-bottée chargés comme en Argentine de faire oublier les meurtrissures du passé, et applique le baume des illusions démocratiques sur des plaies malgré tout toujours plus ouvertes.

(suite en page 3)

P10

SUISSE

50 ans de Paix du Travail
La longue défaite du prolétariat

P8

MADAGASCAR 1947-1987

DE LA REVOLTE ANTICOLONIALE A LA LUTTE DES CLASSES

P2

A propos du code de la nationalité

P6

Le nouveau virage réformiste du trotskisme

MOUVEMENTS ETUDIANTS-LYCEENS ET LUTTE DE CLASSE

La question des mouvements étudiants est importante pour le communisme, non pas parce que nous attendrions la reprise de la lutte de classe par ce biais, ou par le biais d'autres mouvements d'indiscipline sociale de nature interclassiste, mais parce que la lutte ouvrière et l'action du parti de classe ne peuvent passer à côté des questions complexes du rapport entre prolétariat et les catégories sociales intermédiaires. Deux erreurs au moins sur cette question sont à éviter. D'une part un indifférentisme aux accents "radicaux" que ne verrait dans les mouvements interclassistes, et étudiants en particulier, que des manifestations globalement et irrémédiablement bourgeois ne pouvant en toutes circonstances historiques que se dresser contre la classe ouvrière et qu'il faudrait laisser à leur sort et traiter avec le profond mépris de ceux qui réduisent les contradictions de classe à quelques formules politiques d'une simplicité rassurante car à peu d'inconnues et de variables. D'autre part une erreur mouvementiste qui sur la base de la juste constatation que la crise capitaliste soulève de multiples contradictions sociales, conclut que toute réaction à ces contradictions participe positivement à la renaissance du mouvement de lutte de classe. L'équation magique est "crise capitaliste = contradictions sociales = potentialité subversive, anticapitaliste ou révolutionnaire, des réactions sociales" ! Selon ce schéma on tombe dans l'erreur subséquente de croire que quelque soit sa nature profonde, un mouvement, parce qu'il est l'expression d'une réaction à des attaques capitalistes, imprime une "dynamique" qui le pousse à se métamorphoser dans l'action pour devenir objectivement, à défaut d'en avoir la conscience, un facteur de la reprise de la lutte de classe.

(suite en page 4)

Les prolétaires yougoslaves à l'honneur !

L'Etat Yougoslave a abordé l'année 87 dans une situation de crise économique d'une gravité sans précédent depuis 40 ans; il est possible d'en avoir une idée en jetant un coup d'oeil rapide à quelques indices: une inflation qui a atteint 100% en 86 (et qui atteindra sans doute 130% en 87), un chômage en augmentation inexorable malgré la présence de centaines de milliers de travailleurs yougoslaves à l'étranger, un déficit incompressible du commerce extérieur, le fardeau d'une dette extérieure de 20 milliards de dollars dont le pays n'arrive pas à payer le service, ce qui nécessite des "ré-échelonnements" permanents; le 30 mars un nouvel accord a été signé entre l'Etat Yougoslave et le "Club de Paris" des nations créditrices pour une prolongation d'une année de l'accord de rééchelonnement de 85% de principal de la dette d'Etat à Etat; la Yougoslavie a obtenu un "refinancement" de 475 millions de dollars sur les sommes qu'elle doit rembourser à partir du mois de mai. En tout elle devra payer cette année 5,5 milliards de dollars.

A la fin de la dernière guerre, après une première période de reconstruction réalisée grâce à l'aide de l'URSS et des USA, l'Etat yougoslave se lança dans une série de réformes économiques-sociales, semblables à celles des autres pays de l'Est, pour assurer la base d'un développement économique

rapide: nationalisation de l'industrie, du système bancaire, du commerce de gros, des propriétés terriennes de plus de 35 hectares, en 1946. En 1948 la nationalisation s'étendit au commerce de détail et la campagne fut "collectivisée".

(suite en page 7)

A propos du code de la nationalité

La manifestation contre la réforme du code de la nationalité a été un succès important. Cependant le succès de la campagne et de la manifestation est pour le moins ambigu. Il vaut la peine de s'interroger un moment sur une campagne qui a donné lieu à la mobilisation d'un très large front d'organisations: les signataires de l'appel vont des trotskystes de la LCR aux royalistes de la NAR, en passant par les PCF, PS, CFDT, les organisations chrétiennes et toute une ribambelle d'organisations du "tissu associatif".

Certes, les communistes révolutionnaires ne peuvent que combattre une réforme qui s'inscrit dans toute une série d'attaques contre les travailleurs immigrés, qui institue des tracasseries supplémentaires, et surtout qui risque de priver de nombreux jeunes issus de l'immigration d'une protection contre les expulsions.

Il faut cependant constater qu'une partie de la bourgeoisie n'est pas d'accord avec la réforme Chalandon. Après tout, c'est Giscard d'Estaing lui-même qui avait institué le caractère automatique de l'acquisition de la nationalité française pour les jeunes nés en France. L'objectif, à une époque de "décrispation" où on parlait un peu partout de "société bloquée", était de faciliter l'intégration d'une masse de jeunes destinés de toute façon à rester en France. La tendance à la marginalisation était clairement dénoncée comme dangereuse par les experts bourgeois. Un "rapport au ministre du Travail" élaboré en février 81 reprenait dans son introduction l'orientation d'un organisme étatique suisse (CFCE): "L'intégration sociale de cette deuxième génération ne se réalise pas sans accrocs; elle soulève toute une série de problèmes (...) Il s'agit d'empêcher que les jeunes étrangers ne deviennent, comme souvent leurs parents, des groupes marginaux. Si l'on ne parvient pas à les intégrer de façon satisfaisante dans notre société, des difficultés semblables se reproduiront avec la troisième génération." ainsi que les conclusions d'un rapport allemand: "La situation alarmante, concernant les perspectives d'avenir du million d'enfants étrangers résidant en Allemagne fédérale, exige des efforts sérieux tant aux individus qu'à la société. Les problèmes actuels et ceux qui s'annoncent dans un proche avenir constituent (...) un défi qui doit être relevé dès maintenant; dans le cas contraire, ces problèmes risquent de devenir insurmontables, avec toutes les conséquences désastreuses que cela comporte"(1).

La réforme Giscard fût d'ailleurs diversement appréciée dans l'immigration. Nombre de parents, notamment algériens, avaient du mal à admettre que leurs enfants deviennent français, que leurs fils fassent leur service militaire dans l'armée française. Les réactions des jeunes étaient généralement tout à fait inverses.

En fait la bourgeoisie oscille entre une attitude d'intégration de l'importante population immigrée, pour diminuer les tensions sociales et renforcer la cohésion sociale; et une attitude de discrimination pour avoir à sa disposition un important réservoir de main d'oeuvre surexploitée et docile, qui sert à déprimer le niveau général des salaires, et qui est suffisamment mobile pour répondre aux besoins changeants du capital; réservoir de main d'oeuvre qui peut servir aussi d'amortisseur aux brutales modifications du marché du travail, c'est à dire qu'on peut facilement refouler vers son pays d'origine quand le chômage est massif, parce qu'elle n'a pas d'attaches là où elle est employée.

L'attitude discriminatoire est celle qui domine et qui détermine fondamentalement la politique de

main d'oeuvre du capitalisme français qui depuis un siècle va chercher à l'étranger les bras dont il a besoin. Mais cette attitude ne peut être exclusive; elle doit nécessairement être complétée par des mesures d'intégration pour des raisons politiques de maintien de la paix sociale. L'importance de leur nombre fait que les pays d'origine, dont l'impérialisme français est aussi intéressé à maintenir la stabilité politique, ne pourraient pas supporter leur retour en masse. Le maintien en France dans toutes les hypothèses d'une fraction importante de ces travailleurs pose à l'Etat bourgeois un problème de contrôle social. Dans les années 70, les travailleurs arabes ont donné de nombreuses preuves de leur combativité, obligeant les gouvernements d'alors à se pencher sur la question, et à faire quelques gestes. Georgina Dufoix, le ministre PS en charge de l'immigration, avait eu cette réflexion révélatrice: "les travailleurs immigrés ont le comportement de la classe ouvrière française du XIX éme siècle", c'est à dire le comportement d'une classe ouvrière pas, ou peu domestiquée.

Pour faciliter la neutralisation des travailleurs immigrés, Giscard n'avait fait que quelques pas; les partis de gauche, pompiers sociaux professionnels, en ont fait d'autres. Ils ont notamment réussi à se constituer des réseaux et des pôles d'influence grâce aux méthodes classiques de la corruption réformiste.

Mais les réactions à ces quelques réformes (souvenons nous du tollé provoqué par l'idée d'accorder un droit de vote au rabais aux immigrés) démontrent que le volet "intégration" est secondaire. Le gouvernement de gauche avait dû revenir assez vite aux bonnes vieilles orientations racistes et anti-immigrés, traditionnelles de la Démocratie bourgeoise, qui sont le reflet et la condition de l'oppression et de la surexploitation des prolétaires étrangers. Il faut rappeler la reprise à grande échelle des expulsions, l'emprisonnement en masse des clandestins (légalisation des scandaleuses "prisons clandestines" de la droite!), les campagnes hystériques contre les clandestins qui ont ouvert la voie aux vagues de crimes racistes.

En se mobilisant pour le maintien de la réforme Giscard contre la réforme Chalandon, la Gauche réalise une bonne opération pour elle, dangereuse pour les travailleurs. D'une part elle continue son effort pour regagner de l'influence dans l'immigration, effort qui passait jusqu'ici surtout par l'intermédiaire de "SOS-racisme"; elle peut maintenant apparaître au grand jour et faire oublier ses propres responsabilités dans la situation d'infériorité sociale des immigrés. D'autre part, elle oriente les poussées revendicatives des jeunes issus de l'immigration dans le sens du renforcement de la stabilité et de la défense du système politique bourgeois. Illustration: le groupe de musiciens arabes "Carte de séjour" (!) qui reprend la chanson patriotico-Pétainiste de Trenet, "Douce France", pour en faire l'hymne de la campagne, sous les regards attendris de toutes les canailles social-impérialistes!

Le maintien du code ne peut constituer une réponse aux problèmes de la fraction immigrée du prolétariat. Les luttes de fils de harkis démontrent que la possession de la carte d'identité française n'est pas un remède au chômage et qu'elle ne les défend pas contre le racisme. Plusieurs cas ont même montré qu'elle n'est même pas forcément une garantie contre les expulsions! Elle peut même être un facteur de division supplémentaire, entre ceux qui sont nés en France et ceux qui ne le sont pas, constituer une catégorie qui aura l'illusion d'un certain "privilège".

La logique de la campagne contre la réforme du code tend à faire croire que la solution

aux problèmes des travailleurs immigrés serait l'adoption de la nationalité française, comme si les problèmes étaient d'ordre juridique, alors qu'ils sont d'ordre social.

La conclusion n'est pas qu'il faut être partisan de la politique du pire et laisser faire Chalandon (à supposer qu'il repropose sa réforme). Mais il faut s'appuyer sur l'indignation et la mobilisation suscitées à cette occasion pour tenter de l'orienter vers des thèmes unifiants qui intéressent tous les prolétaires immigrés, et qui contribuent à la solidarité français-immigrés. L'objectif correct à cet égard ne peut pas être l'accès automatique à la nationalité française pour quelques uns, mais l'égalité des droits pour tous, français ou étrangers.

Ce n'est pas un statut juridique qui permettra d'obtenir cela, mais c'est le développement de la lutte

de classe qui, en imposant un rapport de force favorable vis-à-vis de l'Etat bourgeois, pourra arracher des améliorations réelles de la situation des travailleurs, tout en préparant ainsi la force qui permettra un jour d'en finir avec les frontières bourgeoises et avec tous les codes de nationalité. ●

**NON AUX EXPULSIONS !
EGALITE DES DROITS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !
LIBRE CHOIX DE LA NATIONALITE !
LEVEE DE TOUS LES OBSTACLES A LA NATURALISATION !
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !**

(1)"L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française", rapport au ministre du Travail. 2ème édition, mai 82.

RACISME ANTI-PROLETARIEN



Expulsion d'une famille immigrée squattant un logement, puisque les quotas d'immigrés dans les HLM lui interdisait tout accès officiel à un logement, alors même que des tas d'appartements sont vides faute de pouvoir y placer des familles françaises.

Lieu du drame: Venissieux, quartier des Minguettes

Mairie: PCF

Maire: André Guérin

Responsable de l'envoi des flics: André Guérin, PCF

LE CHOMAGE, LEPRE DU CAPITALISME

2 654 500 chômeurs en février, Seguin en tremble encore! C'est le chiffre officiel, la réalité est bien supérieure, mais cela représente déjà 11% de la population active, une hausse annuelle de 208 700 chômeurs, soit 8,5%!

Les économistes estiment que 1% de croissance du PNB correspond à la création de 60 000 emplois. Or les temps ne sont pas encore roses pour le capital national, le taux de croissance annuelle réaliste a été estimé à 1,8%, c'est-à-dire que 108 000 emplois seulement seraient créés. Sur cette base de calcul on pourrait aussi estimer que pour absorber les 3 millions de chômeurs en France il faudrait une croissance de ... 50%!

Ce qui inquiète les bourgeois c'est cette masse de sans-travail en augmentation permanente qu'il faut bien indemniser partiellement au moins, et plutôt mal, pour éviter de réveiller un véritable volcan social, mais surtout qu'il n'y a aucune résorption possible à attendre, au contraire les chiffres ne cessent de grimper.

Mitterand peut bien entonner l'hymne du "chômage qui n'est pas une fatalité", il doit reconnaître qu'aucune recette politique n'a été en mesure de ne peut l'être, de lutter contre le chômage. "Il faut sortir d'une "ne société industrielle, dit-il au cours "de sa tournée en province, dans la "quelle on ne trouvera pas réponse "à la question posée".

Pour le capital, sortir de la "certaine société" signifie licencier, refouler aux frontières et expulser les travailleurs immigrés, généraliser le travail précaire, augmenter la flexibilité du temps de travail et la mobilité géographique des travailleurs, engager idéologiquement le prolétariat dans la cause nationale de la concurrence à outrance.

Malgré les chants à la gloire de la compétitivité, les concentrations, les nationalisations ou dénationalisations, restructurations, etc, le capitalisme est condamné à la fuite en avant sans jamais pouvoir contrôler sa course.

Le seul moyen qu'il puisse avoir pour sortir de l'impasse est de détruire ses forces productives dans une guerre militaire sans pitié pour ouvrir une nouvelle phase d'accumulation capitaliste.

Voilà la "sortie", la seule possible pour le capitalisme! ●

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

DEMOCRATIE ET TERRORISME

L'arrestation des membres d'Action Directe, la découverte annoncée à grand spectacle de réseaux terroristes tous plus redoutables les uns que les autres, et surtout le procès d'Abdallah et sa conclusion fracassante ont relancé la campagne idéologique de propagande en faveur de la Démocratie menacée par des périls de provenances diverses: interne et étrangère.

Nous avons montré dans **Le Proletaire** No 389 la fonction politique du consensus anti-terroriste. Il s'agit de mobiliser les forces politiques et sociales pour orienter "l'opinion" en faveur de la défense de l'Etat bourgeois, pour créer de véritables réflexes conditionnés parmi l'ensemble de la population, et au premier chef parmi l'ensemble des travailleurs, en soutien de l'ordre bourgeois.

Cette mobilisation est en partie préventive; mais elle est aussi utile et efficace dans la situation actuelle, où elle se greffe et renforce les traditions chauvines dominantes.

C'est ainsi que l'instauration des visas et le renforcement des contrôles aux frontières pour cause d'anti-terrorisme sont ouvertement maintenus pour fouler les travailleurs immigrés; que les expulsions des basques et

d'autres militants étrangers se poursuivent dans l'indifférence générale; que le ministre de l'Intérieur interdit les publications des Ben-Bellistes.

C'est le PS qui a fait pression pour que le procès Abdallah se termine sur un verdict sévère. "J'ai eu très peur pour mon pays d'un Munich judiciaire" a déclaré l'infatué Mauroy.

L'Union Sacrée dans la lutte anti-terroriste n'est rendue possible que par l'existence du consensus autour des intérêts nationaux dans la **guerre économique** qu'elle renforce encore.

Dans cette optique, le fait que le PC n'ait pas participé à fond à toutes les campagnes anti-terroristes, surtout lors du procès Abdallah, ne signifie pas qu'il ne participe pas à ce consensus.

En effet, n'est-il pas le principal diffuseur, dans la classe ouvrière, du chauvinisme et du nationalisme ("Fabriquons Français") ?

A ce titre il remplit la fonction fondamentale de faire adhérer "spontanément" la classe ouvrière à l'ordre capitaliste. Les désaccords qu'il a récemment exprimés ne contredisent pas cette fonction, ce sont des désaccords de détail qui lui permettent de jouer son rôle nécessaire d'opposition; par exemple le PC vote contre le bud-

get militaire, critique le renforcement de la Force Nucléaire, mais applaudit au maintien d'une Armée puissante, défend la nécessité de la Force de Frappe et de sa modernisation, et dans les entreprises il lie les revendications des travailleurs au développement de l'industrie nationale d'armement.

Le PS a devant lui la perspective de son retour aux affaires à brève échéance. Il lui faut convaincre la bourgeoisie qu'il n'a rien perdu de sa "capacité à gouverner"; il ne lui est donc pas possible de prendre des poses oppositionnelles sur les thèmes essentiels. On le voit alors faire de la surenchère à propos de l'Armée, de la sécurité, de l'anti-terrorisme. Pour les bourgeois, la référence est claire: elle évoque l'opposition entre ceux qui prônent les solutions de force, la guerre, et ceux qui sont partisans d'accords et de négociations pour résoudre les conflits. Face aux troubles venus de l'étranger, la force est la seule solution, selon Mauroy et les tartarins du PS. Hernu renchérit en clamant sa détermination farouche de lutter toujours et partout contre les terroristes, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui ne sont que de "vulgaires assassins".

Pour Hernu et tous nos bons démocrates, les nageurs de combat qui ont coulé le Rainbow-Warrior (il paraît que le plan initial prévoyait de le couler en pleine mer pour qu'il n'y ait pas de traces) ne sont pas des assassins ni des terroristes, mais des héros. Les soldats français au Tchad, dans toute l'Afrique et au Liban défendent notre Démocratie, tandis que les assassins en uniforme de Machoro font respecter le Droit.

La bourgeoisie et ses laquais donnent ainsi une **leçon vitale** à la classe ouvrière: sont décrétés "terroristes" ceux qui "menacent l'ordre social" (Hernu dixit), ceux qui s'attachent aux intérêts bourgeois et socialistes; est appelé "Démocratie" le régime capitaliste, et pour défendre ce régime, tout est permis et en définitive seule la force compte.

Les prolétaires doivent retenir cette leçon et savoir qu'il leur faudra opposer la force à la force, la violence à la violence pour en finir avec le régime terroriste du capital.

Secteur public droit de grève dans la cible

Les dernières grèves du secteur public ont remis sur le tapis du maintien de l'ordre la question du droit de grève et Fourcade (président de la commission des affaires sociales du Sénat) vient de lancer ses banderilles contre le droit de grève en proposant un projet de loi visant d'une part "à instituer un procédure de médiation préalable" et d'autre part "à assurer un service minimal".

Les ouvriers peuvent bien organiser des grèves en toute indépendance par rapport aux bureaucraties syndicales, mais ils ne peuvent pas - et tant mieux - s'instituer en organes juridiquement reconnus pour se faire représenter dans les structures d'arbitrage officielles. C'est le domaine réservé aux pontifes syndicaux reconnus! Une telle loi - ou du moins une loi allant dans ce sens - offrirait aux appareils syndicaux un terrain sur lequel ils pourraient défendre leur indispensabilité à la direction des luttes et les canaliser ainsi vers leurs objectifs de conservation de l'ordre. Bien entendu une telle loi ne pourrait être acceptée telle quelle, il faut encore la rendre **présentable aux prolétaires**. Les projets de lois anti-ouvrières, comme la flexibilité de temps de travail ou la procédure de licenciement, finissent toujours par passer la rampe de l'opposition formelle des syndicats, car sur le fond il n'y a pas de désaccords fondamentaux. Les oppositions sont seulement **procéduraires!**

Quant au deuxième objectif, il devrait séduire toute la clique, y compris la CGT, puisque tous les syndicats ont montré lors des dernières grèves SNCF leur souci de courtiser les "usagers" par la mise en place d'un service minimum, plutôt que d'appeler les prolétaires, eux aussi "usagers", à se solidariser à la lutte, à combattre l'opposition usagers-grévistes en dénonçant les usagers-mécontents comme des briseurs de grève, en favorisant par une solidarité active le blocage réel des services publics. La aussi le projet ne passera pas la rampe sans qu'il soit rendu tolérable pour l'image syndicale, et la discussion portera sur la manière du service minimum, combien et qui l'organise, plutôt que sur le contenu véritable.

Dans un commentaire du 6 février, "Le Monde" critique la méthode de Fourcade qui est de balancer par dessus la tête de tous les "partenaires sociaux" un projet de loi, plutôt que d'en faire le résultat d'un large dialogue et concertation avec tous les intéressés. "Un tel dialogue peut se révéler d'autant plus indispensable que, avant les conflits de décembre-janvier, nombre de syndicats veillaient dans le secteur public, à rechercher des formes de grève ne perturbant pas la vie économique et la tranquillité des usagers". L'initiative de M. Fourcade risque plus de cabrer des syndicats encore sous le coup de la secourse sociale de la SNCF que de les aider à avancer dans leur réflexion "sur un usage modéré de la grève".

Tout le problème est là en effet: à quelle sauce préparer un mets si insipide pour le prolétariat?

Autrement dit il s'agit d'une part de limiter les risques de grèves "sau-

vages" et spontanées en interposant l'entonnoir de la conciliation dont l'effet est de casser la ferveur de lutte qui, à un instant précis mais pas forcément prolongé, permet de démarrer une grève, et d'autre part d'annihiler les effets ravageurs des grèves sur les profits, de permettre aux jaunes d'exercer une pression à la reprise plus forte, de créer un climat de doute sur l'efficacité du verrou de la grève, d'institutionnaliser la présence des flics pour faire respecter le service minimal.

L'idée de Fourcade n'est pas nouvelle, une législation de ce type existe déjà mais en beaucoup moins opérationnelle; elle n'est pas non plus de pouvoir mettre en application immédiate une telle loi car en bon gestionnaire social, il doit peser les risques et bénéfices avant de se lancer à l'eau. Fourcade prépare le terrain car comme tous ses congénères il a analysé les dernières grèves et a constaté que les syndicats ne contrôlaient plus leur base. D'ailleurs les syndicats l'avaient eux-mêmes, et pour illustrer cette coupure reprenons ce que disait, au dernier conseil national de la CFDT, Jacquier (membre de la commission exécutive du conseil): "Sommes-nous à la hauteur? Des mouvements sociaux se déclenchent sans nous. Des salariés luttent sans nous. Les étudiants nous demandent de planquer nos banderoles!"

Cette situation constitue un danger de rupture de la paix sociale que ce projet de loi pourrait contribuer à écarter s'il trouvait un écho favorable dans les principales fédérations syndicales. En effet elles ont montré mille fois qu'elles savent paralyser les grèves spontanées en instituant une stratégie de calendrier de "luttes" conditionnées par le rythme des négociations conventionnelles, des campagnes politiques et électoralistes de la gauche. ●

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission
paritaire de presse: 52926
Directeur-gérant: Dessus
Abonnements annuels: 50FF 200FB
25FS 12'000L
Abonnements de soutien: 100FF 400FB
40FS 20'000L
VERSEMENTS: chèques à l'ordre de
Dessus.



CONTRE L'ORDRE IMPERIALISTE
LE PARTI ARME INDISPENSABLE DE LA LUTTE DE CLASSE

(suite de la page 1)

Dans les métropoles, il a recours à ses valets réformistes plus habiles que leur comparses de droite, pour mettre en application les dures lois de la rigueur sans risquer l'émeute sociale. Mais toutes ces solutions finissent par user leur capacité d'illusionner la classe ouvrière et les masses exploitées. L'impérialisme avance donc avec insistance un autre pion, celui de la religion chantrée de la paix sociale. Avec l'action complémentaire d'un Jean-Paul II et des prêtres de la "Théologie de la libération", l'impérialisme tend aux masses de nouvelles chimères, de nouveaux faux espoirs de "salut". Le voyage du commis-voyageur en chef de l'Eglise catholique en Amérique Latine a démontré la fonction réelle de gardien de l'ordre en soutane exercée par l'Eglise, suivant d'ailleurs une tradition séculaire.

Les contradictions capitalistes s'accroissent chaque jour davantage, sans qu'il puisse y avoir de solution pacifique à leur règlement. La seule solution que connaît le capitalisme est, après avoir tiré du prolétariat et des masses exploitées toute la substance qu'ils pouvaient donner, de régler ses comptes dans un choc terrible entre adversaire qui étouffent dans un monde saturé de marchandises et devenu trop étroit pour tous. La crise du capitalisme et des rapports interimpérialistes entrent progressivement dans une nouvelle phase. L'ancien ordre impérialiste a perdu une grande partie de ses possibilités de rééquilibrage; ses moyens de survie deviennent plus précaires et se précise toujours plus le spectre de solutions militaires. LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE EST DORENAVANT À L'ECHELLE MONDIALE DANS UNE PHASE D'AVANT-GUERRE.

* * * * *

Les prolétaires, malgré les gardes fous, ont réagi ces derniers mois dans les centres mêmes de l'impérialisme (grèves en France, en Espagne, réactions chez les jeunes, etc.). Ces réactions sont marquées par les difficultés d'organisation et d'orientation des luttes. Elles montrent cependant, et c'est cela la nouveauté qui inquiète la bourgeoisie, que les prolétaires tendent, bien qu'avec difficulté à rechercher de nouvelles bases d'organisations hors du contrôle exclusif des appareils syndicaux conciliateurs.

Les espoirs que peut faire surgir cette résurgence des luttes ne doivent toutefois pas masquer le fossé qui sépare toujours la classe de ses tâches politiques historiques.

Le capitalisme et son ordre infâme qui ne génère qu'anarchie, insécurité et misère, ne sera pas détruit par la seule lutte de défense immédiate du prolétariat, même si cette lutte est nécessaire et doit se renforcer pour servir d' "ECOLE DE GUERRE DU COMMUNISME" au prolétariat.

Car en dehors de la destruction révolutionnaire, donc violente, de la société bourgeoise il n'existe aucune voie pour libérer le prolétariat de ses chaînes, et l'humanité entière de sa misère. Et cet objectif ne peut être atteint sans que la classe ouvrière se dote d'une organisation politique capable de la mener au combat jusqu'à la victoire, LE PARTI DE CLASSE.

Notre effort et notre tâche fondamentale, aujourd'hui comme toujours, et malgré toutes les difficultés, sont orientés vers la constitution du parti mondial du prolétariat. Ce parti, il ne sera pas possible de l'ériger sur le sable mouvant des agglomérats idéologiques faisandés des courants dit "alternatifs", ni sur la base d'une ex-trême gauche soixante-huitarde en voie de repentir.

Il ne naîtra pas davantage par la fusion plus ou moins spontanée d'avant-gardes hétérogènes et d'un mouvement mal défini.

Il ne peut être constitué que sur la base du retour aux PRINCIPES INVARIANTS DU COMMUNISME, de la défense intransigeante du programme historique du prolétariat selon une ligne qui va de Marx-Engels et de la lutte des pionniers du socialisme à la fondation de l'Internationale Communiste et à la résistance opiniâtre face à la contre-révolution stalinienne, pour le maintien et la restauration de la doctrine révolutionnaire, en liaison étroite avec les poussées spontanées de la classe ouvrière pour se libérer de sa soumission au capital et à ses valets. Quelques soient les inévitables difficultés, c'est là le seul chemin qui mène à la reconstitution du PARTI COMMUNISTE MONDIAL. ●

MOUVEMENTS ETUDIANTS-LYCEENS ET LUTTE DE CLASSE

(suite de la page une)

Il nous semble donc important de nous attarder sur cette question afin de montrer comment et pourquoi le prolétariat doit avoir sa propre action et ses propres perspectives vis-à-vis du mouvement des étudiants et qu'est-ce qu'il peut attendre d'un tel mouvement. Ainsi par exemple faut-il répondre à certaines questions: le mouvement étudiant, mais aussi plus généralement tout mouvement de nature interclassiste, doit-il défendre son autonomie par rapport à la classe ouvrière ou doit-il se lier au prolétariat, à sa lutte et de quelle façon? Quelle lutte idéologique et politique devons-nous mener dans le milieu étudiant, sur quels thèmes et dans quels objectifs? Quelle perspective et quelle action concrète devons-nous défendre dans un tel mouvement pour que puisse émerger une orientation de lutte au moins non contradictoire à la lutte classiste, au mieux directement greffée à celle-ci.

LE CAS FRANCAIS

Les mouvements étudiants et lycéens qui ont éclaté ces derniers mois non seulement dans la vieille Europe, mais aussi à la périphérie des grandes métropoles impérialistes, dans les pays de jeune capitalisme (Chine par exemple), interviennent après une longue période d'accalmie sociale, accentuée dans certains pays comme la France, par l'expérience douloureuse de la gauche au gouvernement. Des différences existent certes d'un pays à l'autre, caractérisant des situations de crise économique, sociale et politique plus ou moins profondes, notamment entre la France et l'Espagne, où dans le premier cas la sociale-démocratie pilote le mouvement étudiant alors que dans le second, le mouvement se dresse contre un gouvernement socialiste, agite la question du chômage ralliant ainsi sur un front plus large les jeunes sans emploi dégagés de toute illusion sur le bienfait d'une bonne formation professionnelle comme garanti d'un travail et est plus prompt à en découdre avec les représentants casqués des forces de l'ordre "socialiste" du "camarade Felipe". Mais quelques soient ces caractéristiques locales plus ou moins radicales, plus ou moins liées aux jeunes prolétaires chômeurs ou à l'emploi précaire, les mouvements étudiants soulèvent les mêmes questions et sont soumis aux mêmes règles sociales et aux mêmes illusions. Si nous nous appuyons sur l'exemple français particulièrement frappant, les leçons que nous tirons s'étendent sur le fond à tous les mouvements étudiants ou plus généralement de nature interclassiste.

Le contrôle social de la bourgeoisie sur le prolétariat et aussi sur toutes les catégories intermédiaires balancées entre le confort d'une situation privilégiée et le risque de perdre ces privilèges à tout moment, a été terriblement renforcé par l'usage combiné et le dosage savant de la trique répressive et de l'endoctrinement démocratique à base de "droit à la différence", de "non-violence", d'"antiracisme" bon chic bon genre et autres fadaïses du même genre. En France notamment l'expérience de la gauche au gouvernement a permis, grâce à la foison de courroies de transmission institutionnelles et syndicales renforcées dès 1981, que s'accélére encore plus le processus de désarmement et d'alignement de la classe ouvrière. Ce qu'un gouvernement de droite, avons-nous souvent expliqué ne pouvait réaliser qu'avec difficulté, la gauche l'a réalisé avec brio, mettant en coupe réglée non seulement les prolétaires, mais aussi toute la jeunesse grâce à ses relais tel "SOS-Racisme" et une panoplie de mesures éducatives et récréatives, au "profit" des trop agités jeunes banlieusards. Mais en parvenant si bien à étouffer dans l'oeuf toute velléité de combat des prolétaires, la gauche s'est du même coup dévoilée dans toute sa splendeur de garant fidèle des intérêts de l'Etat et du capitalisme national. Une cartouche vient donc ainsi d'être grillée par la bourgeoisie qui ne pourra plus forcément compter demain sur le même pouvoir illusionniste de ses larbins réformistes mais qui bénéficie encore aujourd'hui de l'influence paralysante de la social-démocratie sur les confits sociaux. Car si une partie des prolétaires et jeunes scolarisés ont pu perdre leurs illusions dans les espoirs de l'"Union de la gauche", il n'en reste pas moins que tout l'arsenal organisationnel, matériel et idéologique mis en place par la gauche n'est pas pour autant détruit. Il conserve au contraire toute son efficacité anti-ouvrière et anti-lutte. Le Parti Socialiste en parti-

culier a montré qu'il avait encore les moyens de contrôler la base sociale et d'apporter ainsi son tribu aux tâches de conservation de l'ordre pour compléter les mesures brutales du couple Pasqua-Pandraux; c'est d'ailleurs ce qu'a démontré le mouvement étudiant contre la loi Devaquet.

NOS OBJECTIFS

Le mouvement des étudiants s'il a remis en lumière le rôle partagé des différentes facettes de la politique bourgeoise de maintien de l'ordre, pose un certain nombre de question de principe et de tactique pour l'action politique et l'intervention pratique des communistes révolutionnaires dans ce domaine particulier. Les directives que nous donnons vis-à-vis d'un tel mouvement ne sont pas spécifiques au fait qu'il soit étudiant, mais qu'il soit interclassiste et que l'élément dominant du point de vue social sont les classes moyennes. Comme les autres mouvements de la jeunesse, non directement classiste, il doit attirer notre attention non parce que nous lui attribuerions des vertus subversives tombées du ciel, mais parce qu'il est une expérience réelle et formatrice sur le plan militant et idéologique qui marque de son sceau toute une génération, dont nous devons arracher les éléments les plus proches du prolétariat à l'influence petite-bourgeoise individualiste et conservatrice.

Il est donc important de reconnaître et d'analyser les mouvements de la jeunesse pour ce qu'ils sont réellement et non pour ce que l'on voudrait qu'ils soient. Il faut ainsi clairement distinguer les mouvements au caractère de classe fortement marqués, comme les révoltes des banlieues de couleur en Angleterre ou des Minguettes en France, qui mettent aux prises jeunes prolétaires chômeurs ou précaires avec les représentants de l'ordre et les mouvements étudiants pacifistes et légalistes, empreints d'idéologie démocratique tel le mouvement du "Printemps de décembre". Il ne s'agit pas pour nous d'opposer un soit-disant "idéal" de la lutte spontanée et violente des jeunes chômeurs de banlieue contre les très civilisées protestations étudiantes. Les émeutes de quartier -dont nous revendiquons soit dit en passant le caractère violent- sont une expression spontanée de la lutte de classe prenant des formes particulières puisqu'elle se manifeste sur le terrain du quartier, mais qui exprime effectivement l'antagonisme de classe. Elles délimitent un terrain sur lequel peut, sous certaines conditions d'organisation, mûrir une lutte classiste reliée à la lutte générale du prolétariat contre le capital.

Les mouvements des jeunes ne se réduisent évidemment pas aux seules révoltes de banlieue et aux manifestations étudiantes, mais couvrent aussi les luttes de squatt, comme pour les centres autonomes (Zurich) ou forment le gros de la troupe des mouvements pour la paix et le désarmement. Mais lorsqu'ils ne sont pas directement l'expression d'une lutte spécifique de jeunes prolétaires, ils sont fortement marqués par le caractère interclassiste et de ce fait facilement accessible aux idéologies petite-bourgeoise et démocratique où tout ce qui est "alternatif", c'est-à-dire pouvant se développer en parasite sur le corps de la société bourgeoise et mercantile, est élevé au rang de règle sociale suprême. La démocratie y exerce d'ailleurs aujourd'hui son influence sans concurrence réelle puisque le mouvement ouvrier et son parti de classe historiquement détruit par la contre-révolution stalinienne sont absents de la scène historique actuelle.

Notre participation active à ces mouvements est donc conditionnée, n'en déplaise aux adorateurs du "mouvement" comme fin en soi et comme actuel substitut à la lutte de classe toujours en chrysalide, à une critique claire des limites qui leurs sont propres et qui ne peuvent être dépassées qu'en introduisant une orientation classiste. C'est-à-dire que notre action doit tendre à lier ces mouvements à des objectifs spécifiques, à une orientation prolétarienne, et lorsqu'elles se manifestent même de façon limitée et temporaire aux luttes des prolétaires.

PROLETAIRES ET ETUDIANTS

Les prolétaires ne doivent pas être indifférents aux mouvements de la jeunesse, y compris estudiantine. Dans le cadre de l'émergence de luttes prolétariennes larges, compactes et organisées, c'est à dire quand existe un mouvement prolétarien puissant, l'attitude des classes intermédiaires est un facteur

important du rapport des forces entre les classes, qui peut même décider du sort de la bataille entre classe ouvrière et bourgeoisie. Mais c'est alors que l'influence potentielle du prolétariat auprès des classes moyennes est la plus grande, parce qu'il apparaît comme une force véritable. C'est alors qu'il y a la possibilité réelle de gagner en partie les classes moyennes (et donc les étudiants) à la lutte révolutionnaire, et d'en neutraliser une autre partie.

Bien différent est le cas aujourd'hui, où le prolétariat n'a pas cette force, où ses luttes sont le plus souvent faibles, isolées et inorganisées.

A ce moment le danger est le plus grand que les classes moyennes entraînent derrière elles une classe ouvrière inconsciente.

C'est la situation actuelle, où l'opportunisme place le prolétariat à la remorque de la petite-bourgeoisie et des classes moyennes, lui fait défendre et reprendre comme siens les objectifs et l'idéologie des classes moyennes: démocratie, pacifisme, patriotisme, etc.

C'est en fait la nécessité de rompre avec la petite-bourgeoisie, de s'émanciper de sa tutelle, qui guide l'attitude du prolétariat vis-à-vis des mouvements inter-classistes: ne pas laisser des éléments prolétariens ou semi-prolétariens sous la coupe de la petite-bourgeoisie, en se désintéressant de ces mouvements. Ne pas apporter de réponse prolétarienne à ces mouvements qui naissent des contradictions permanentes du capitalisme, revient à laisser le champ libre à d'autres, revient à accepter que d'autres classes apportent leurs réponses et leurs orientations.

En définitive le résultat est qu'on laisse intacte l'influence de ces classes moyennes et donc le danger qu'elles représentent pour le prolétariat, en croyant s'en protéger en se cantonnant aux luttes "pures", au lieu de leur opposer une orientation classiste.

Cette orientation classiste et les liens avec la cause de la défense d'intérêts prolétariens implique pour les étudiants qui y sont sensibles de sortir du ghetto universitaire et scolaire qui est celui de la recherche d'une meilleure formation professionnelle et donc de la meilleure façon de "faire son trou" dans la société bourgeoise en évitant les efforts de l'insécurité et d'une prolétarianisation forcée. Il ne faut pas oublier que le terrain universitaire n'est pas neutre, c'est le lieu où l'Etat bourgeois prépare intellectuellement, forme idéologiquement et professionnellement les futurs membres des classes dirigeantes de l'économie capitaliste, des institutions politiques et administratives bourgeoises.

L'absence d'un mouvement ouvrier combattif et organisé ne facilite évidemment pas l'apparition d'une telle orientation à caractère prolétarien, même si localement il y a pu y avoir des tentatives de jeunes lycéens de se lier à des prolétaires en lutte et donc de poser en commun les traces d'une bataille contre les licenciements et contre le chômage, mais il serait terriblement illusoire de penser que mécaniquement l'émergence de la lutte de classe rabattrait les mouvements d'étudiants vers le prolétariat et les greffera à sa lutte. Le rapprochement du monde de la jeunesse scolarisée ne pourra d'ailleurs s'opérer sans que s'ouvre en son sein une profonde brèche de classe. Il est absurde du point de vue prolétarien de défendre une quelconque "unité étudiante" ou même plus généralement unité de mouvements interclassistes, car cette unité, que les petits-bourgeois et autres philistins aux basques de l'Etat défendent ardemment, ne doit son existence qu'à la condition que le mouvement se subordonne au respect de la légalité et de la bienséance sociale bourgeoise.

La classe ouvrière ne peut parcourir le chemin de sa révolution que si elle se montre capable d'entraîner dans son sillage d'autres catégories sociales intermédiaires et laborieuses. En effet, ou ces catégories, qui subissent aussi actuellement les crises capitalistes, se rangent contre le prolétariat et fournissent une armée d'hommes de mains à la bourgeoisie contre-révolutionnaire ou elles se solidarisent avec la classe ouvrière ou du moins sont neutralisées. L'action des communistes dans ces milieux là est donc conditionnée à une claire défense des orientations de classe et à une critique rigoureuse des autres courants qui tentent d'influer sur la masse pour la canaliser dans une direction soit disante neutre et apolitique. Notre position n'est pas de cautionner

un mouvement "magma", mou et faussement unitaire car uni en réalité sous la houlette des défenseurs d'une plus grande modernité de l'école et des universités pour répondre aux besoins renouvelés du capitalisme, mais de la transformer en champ de bataille politique pour y faire clairement apparaître les différentes orientations conservatrices et les démasquer et lutter contre le corporatisme étudiant qui dresse ses barrières contre le prolétariat (1).

LA QUESTION DE L'UNITE

La bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, ses représentants de droite, de gauche, les plumitifs ou les verbeux des médias, les ténors socialistes ou "gauches" du mouvement étudiant, tous ont applaudi face à "l'unité" compacte de la lutte. Cette unité chérie et tant appréciée autant par le Président de la République que par son premier ministre, a représenté en fait l'absence totale de lutte politique et confirmé la domination d'une seule ligne politique: celle de la petite-bourgeoisie démocratique élevée aux illusions social-démocrates et nourrie de légalisme et de respect de l'ordre.

L'argument de choc utilisé par la direction du mouvement des étudiants a été tout au long de leur grève que l'unité était la meilleure arme contre le gouvernement pour exercer une plus forte pression et aussi pour ne pas se prêter aux manoeuvres d'exploitation des divisions pour affaiblir la lutte. La division apparaissait comme le spectre à combattre à tout prix et l'apolitisme par conséquent comme le garant de la sauvegarde de l'unité. Jamais le mouvement n'a posé la question de définir autour de quelle unité les lycéens et étudiants se regroupaient, ni s'il pouvait exister une unité dans les revendications et dans les méthodes d'action qui ne soit pas l'expression d'une orientation politique. L'arme de l'unité apolitique est au service exclusif de la bourgeoisie, des institutions universitaires et de l'Etat. Elles n'est pas une nouveauté, et de loin, des années 80, ou une conception "moderniste" de la lutte comme voudraient le faire croire tous les sociologues qui se sont penchés du haut de leur science bourgeoise sur le mouvement ou tous ceux qui sur le plan politique définissent les limites de toute action sociale à celles permises par l'Etat.

Il est intéressant, pour répondre à ceux-ci et surtout à ceux qui se revendiquent encore des grandes lignes du marxisme et de la Révolution d'Octobre et qui dans le mouvement ont largement cautionné une telle orientation, de revenir sur ce que disait Lénine à ce propos dans divers textes sur la question des rapports entre la social-démocratie russe (qui devint parti communiste plus tard) et les étudiants de Russie. Il devait déjà tailler en pièce l'argument fallacieux avancé par la bourgeoisie, frileuse devant la perspective de sa propre révolution, ou par l'opportunisme, prétendant que la lutte idéologique dans le milieu étudiant contribuerait à affaiblir son mouvement de protestation qui tiendrait toute sa force dans son rassemblement sous un seul drapeau, sous une idéologie commune. Dans "Les tâches de la Jeunesse révolutionnaire" (1903), Lénine explique que "Le rassemblement idéologique suppose l'absence d'idéologie" et donc rajoutons nous suppose la garantie de maintenir le mouvement sous la domination idéologique des garants de l'ordre.

"Un argument assez séduisant, poursuit-il, très convaincant au premier abord, en faveur de cette manière de poser la question, c'est d'invoquer toujours ce fait bien connu et indiscutable qu'il n'y a et qu'il ne peut pas ne pas y avoir parmi les étudiants des groupes d'opinions politiques et sociales très diverses, et que par conséquent, exiger d'eux une conception du monde cohérente et précise doit infailliblement éloigner certains de ces groupes, donc entraver l'union, donc entraîner des dissensions au lieu d'un travail en commun, donc diminuer la puissance de l'offensive politique générale, et ainsi de suite sans fin." "On en conclut... à la malfeasance des désunions et des scissions qu'entraîne le rattachement à tel ou tel parti politique (ou même aujourd'hui seulement à telle tendance d'action de lutte partielle, NDLR). Il est ainsi clair comme le jour que pour mener jusqu'au bout cet étrangement raisonnement, il faudrait sauter du terrain politique au terrain professionnel ou universitaire."

Il ne s'agit pas de calquer mécaniquement la situation historique d'alors

où les étudiants avaient un rôle propre à jouer dans la préparation révolutionnaire démocratique à celle d'aujourd'hui où le monde étudiant n'a plus aucun rôle objectif à jouer sur un plan révolutionnaire, mais de montrer comment les partisans de la défense de l'ordre ont toujours pris appui sur le mouvement étudiant en essayant de le protéger de l'influence révolutionnaire et même plus modestement aujourd'hui de celle de courants prônant une défense immédiate détachée de toute empreinte légaliste et "constructive" et en dressant autour de lui le mur de l'unité, du rassemblement et autres fadaises qui masquent le fait que le mouvement marche pour une seule cause, celle de la conservation sociale.

Au nom de l'unité, les maîtres du mouvement, c'est-à-dire essentiellement le PS et ses succursales, renforcé par l'appui des ex-gauchistes version trotskystes, ont renfermé le mouvement des étudiants dans le corporatisme et le professionnalisme. Ils l'ont conforté dans son académisme.

Cette unité a donc servi en fait à aligner tout le mouvement étudiant et y compris les lycéens, derrière une perspective de conservation sociale et le couvert fallacieux d'apolitisme a servi de barrage à toute tentative de briser la belle "unité" au service de l'ordre, de la "responsabilité civique", du corporatisme et de l'élitisme d'une catégorie sociale dont pourtant les destinées futures comme l'extraction sociale actuelle sont loin d'être univoques. Une bonne partie de ces étudiants finira comme agents supérieurs au service du capitalisme, une autre dans l'encadrement intermédiaire, le monde des petits-chefs, et une autre qui n'arrivant pas au terme de la sélection universitaire ou plongeant dans le surnuméraire de matière grise, se retrouvera dans une condition très prolétarienne de chômeurs ou vacataires aux illusions perdues. La belle unité des années d'étude se réduit donc en fait à donner la même chance à tous dès le départ, d'accéder aux postes les plus convoités.

Les étudiants, avons-nous dit, sont un agrégat social interclassiste, c'est-à-dire que leur masse se compose d'éléments provenant de classes sociales diverses, mais ce qui les unit mystiquement plus que dans la réalité pourtant, c'est l'espoir commun à tous de pouvoir échapper aux misères du sous-emploi par une formation professionnelle efficace.

Les réformistes de tout bord ont présenté cette unité comme force imparable du mouvement, mais de quel mouvement de quelle nature du mouvement? Que doivent donc chercher les prolétaires dans les mouvements interclassistes provoqués par les mêmes contradictions capitalistes qui généralisent l'insécurité à tous les niveaux sociaux? Qu'est-ce qui importe pour les prolétaires face à de tels mouvements? Importer en leur sein une perspective et des méthodes de luttes classistes, oeuvrer à tisser des liens entre classe ouvrière, lycéens et étudiants, donc créer un courant recherchant ses appuis et exprimant sa solidarité avec les exploités du capital plutôt qu'avec les futurs exploités au nom de "l'unité" ou réclamer l'égalité du droit de devenir les futurs agents capitalistes?

Pour le communisme, les étudiants en agissant comme catégorie sociale "indépendante" sur ses intérêts spécifiques et en se ceinturant virginalement de barrières morales diverses pour se protéger contre le "mal" politique, agissent contre l'intérêt de lutte de la classe ouvrière.

L'unité étudiante dissimule tant bien que mal, mais plutôt mal dès que l'on gratte le vernis moralisant (la morale contre la politique!) l'égoïsme étudiant. Alors faut-il préserver cette unité qui prend ses distances avec le prolétariat pour mieux satisfaire les aspirations élitistes des étudiants ou faut-il défendre la nécessité de l'agitation communiste au sein du mouvement étudiant en rompant ainsi l'unité moralisante au service de l'ordre? Poser la question c'est y répondre!

NOTRE ORIENTATION PRATIQUE

500.000 jeunes dans la rue suffisent-ils pour caractériser la puissance subversive d'un mouvement? Lénine, dans le texte déjà cité pourrait répondre à notre place: "Ne va-t-il pas sans dire qu'on ne peut parler de la radicalisation des étudiants que d'un point de vue bien arrêté sur son contenu et son caractère (c'est nous qui soulignons) ? Pour un social-démocrate, par exemple, cela signifie: premièrement, diffusion des idées social-démocrates parmi les étudiants (donc propagande en faveur des perspectives révolutionnaires du prolétariat, NDLR) et lutte contre les opinions qui, bien qu'elles portent le nom de "socialistes-révolutionnaires" (c'est-à-dire émanant

"du courant "révolutionnaire" petit-bourgeois, NDLR) n'ont rien de commun avec le socialisme révolutionnaire; deuxièmement, volonté d'élargir, de rendre plus conscient et plus résolu tout mouvement démocratique, y compris le mouvement académiste, parmi les "étudiants" (2).

En fait cette citation contient les deux termes de l'action communiste dans le mouvement étudiant, la propagande et l'orientation pratique de la lutte en liaison avec l'objectif de lier ce type de lutte aux perspectives de la lutte prolétarienne, qu'elle se place sur le terrain économique (syndical), de l'anticapitalisme ou de l'antimilitarisme.

Lutter contre l'apolitisme, défendre notre orientation politique, qui est non démocratique mais révolutionnaire, contre toutes les affabulations réformistes sur une société "meilleure", honorant le "contrat" des Droits de l'homme, est une tâche fondamentale et vitale de propagande pour faire prendre conscience aux étudiants que le cours de leur histoire n'est pas délié de celui des rapports de force entre classes en général et de la lutte ouvrière spécifiquement. Les étudiants les plus conscients de cette vérité doivent clairement prendre fait et cause non pas pour ce qu'ils sont éphémèrement et corporativement aujourd'hui, mais bien dans quel camp social ils veulent se situer. Dans ces mouvements facilement accessibles à l'idéologie petite-bourgeoise, démocratique et individualiste, notre soutien est conditionnel à une critique de leurs limites propres et des orientations politiques qui s'y installent sournoisement et les chapautent sous le couvert mensonger de l'apolitisme, de l'unité ou autre trompe-l'oeil.

A qui nous adressons-nous alors dans le mouvement étudiant?

Nous disions dans le dernier numéro du journal que "l'agitation des classes moyennes et tout particulièrement de la jeunesse étudiante constitue souvent un symptôme et un signal des contradictions qui secouent la société" et de ce fait est souvent un signal d'alarme pour la bourgeoisie qui mesure dans sa capacité à endiguer cette vague sa capacité à contrôler tout le corps social. Ce n'est pas la première fois que les classes moyennes expriment avant même le prolétariat ce que les bourgeois appellent le "malaise social". Mais l'inquiétude du pouvoir est avant tout qu'entre les différents mouvements ne se tissent des liens de solidarité et d'organisation autour d'une perspective de luttes influencée et tracée par la lutte prolétarienne. D'où pour la bourgeoisie la nécessité de maintenir les compartiments sociaux parfaitement étanches, d'où leur satisfaction de voir que les étudiants, une fois clos leur lutte, rentrent sagement au bercail.

Le caractère de classe moyenne du mouvement étudiant ne signifie pas qu'il n'existe aucune frange d'étudiants ou de lycéens qui ne s'interroge ou ne dresse pas contre le caractère interclassiste et corporatiste pris par le mouvement en France. Mais ces franges ne constituent qu'une infime partie minoritaire, marginalisée, du mouvement qui à aucun moment n'ont pu réellement apparaître comme une alternative solidement constituée. Les étudiants et les lycéens d'extraction prolétarienne ou dont la conscience des questions de classe les porte à rompre avec leur classe élitaire, sont ceux sur lesquels peut s'appuyer une perspective d'action concrète qui ne s'enlise pas dans le borbier de l'académisme, du professionnalisme, du légalisme et du corporatisme.

Nous ne nous adressons pas à tous les étudiants comme nous pouvons nous adresser à tous les prolétaires puisque face au capital ils représentent la classe exploitée, mais à ceux qui, d'extraction prolétarienne, sont susceptibles de comprendre la nécessaire rupture d'avec le monde fermé et étroit de l'étudiant en général. Nous nous adressons à eux non pour appuyer et renforcer l'orientation actuelle du milieu étudiant, mais pour la combattre résolument pour ce qu'elle est: conservatrice. Les derniers Etats-généraux des étudiants se proposant de manière constructive d'améliorer le fonctionnement de l'université et des écoles qui y préparent est une confirmation de plus du conservatisme étudiant.

Notre force actuelle ne nous permet pas d'envisager ni une action ni une influence quelconque sur ce mouvement, en extinction d'ailleurs, ou plus généralement dans le milieu étudiant, mais au moins pouvons-nous indiquer ce que doit être notre action sur ce terrain-là.

1)-lutter contre l'apolitisme régnant sur le monde étudiant, engager la polémique avec tous les partisans déclarés ou voilés (ceux qui "suivent!") d'une telle position moralisante au profit unique de la bourgeoisie et qui se résume dans le respect de l'ordre établi ("CRS avec nous"), dans la volonté de formuler une "critique constructive" des institu-

tions scolaires et universitaires, dans le pacifisme.

Cela signifie lutter pour une propagande communiste, pour nos propres objectifs, pour la défense de finalités qui dépassent le cadre étroit des études, de la meilleure façon de les suivre et de leur plus grande efficacité. Cela signifie donc dans le domaine de la propagande briser le monopole petit-bourgeois et démocratique et vaincre la hantise et les préjugés de la "récupération politique" qui ne servent en fait qu'à dissimuler ce monopole.

Aujourd'hui l'idée maîtresse de la bourgeoisie et de tous ses larbins politiques et syndicaux est de pousser les prolétaires vers un même conservatisme, vers une même "responsabilisation" civique, vers un même goût du professionnalisme alimentant toutes les illusions sur la formation permanente, le recyclage, etc., en bref vers une même soumission à l'Etat et aux intérêts capitalistes. C'est pour cela que notre critique doit être sans ménagement, mais c'est pour cela aussi que nous devons pas nous limiter au stade de la propagande et que nous devons présenter une orientation pratique d'intervention et d'organisation dans le milieu étudiant.

2)-Lutter contre les conséquences de la crise capitaliste sur les prolétaires et futurs prolétaires (notamment, mais pas seulement, les jeunes des lycées techniques) et principalement contre le chômage qui frappe tout spécialement les jeunes. Mais aussi lutter contre l'envahissement et la généralisation (si bien favorisés par la gauche) de tout un système de travail précaire qui va des contrats de courte durée (les "jobs") aux voies de garages provisoires des TIC et autres TUL. Lutter contre les bas salaires et contre les pratiques patronales qui font aujourd'hui du SMIC un plafond plutôt qu'un plancher. Sur ce terrain là la lutte des jeunes étudiants et lycéens doit tendre à des formes d'organisation et à des orientations de travail et d'intervention en liaison de la classe ouvrière. Lutter pour la suppression des mesures discriminatoires contre les étudiants étrangers.

3)-Lutter pour de meilleures conditions matérielles d'étude. Notre critique sur la nature sociale des mouvements étudiants et de l'orientation politique qu'ils prennent, ne conduit pas à rejeter d'un revers de main les revendications matérielles des étudiants sous prétexte qu'elles sont soustendues par une idéologie se berçant d'illusions sur le "droit aux études", le "professionnalisme", etc. Seulement pour nous ces revendications n'ont de sens que pour aider les familles de souche prolétarienne ou laborieuse et qu'en critiquant le principe de "l'égalité de tous face au savoir" qui exprime en réalité la volonté bourgeoise d'exploiter au mieux toutes les capacités individuelles pour satisfaire rationnellement les besoins du capital en gestionnaires, techniciens, idéologues, etc.

Nous nous opposons ainsi à toute taxe d'inscription, à tous les frais engendrés par les études et non remboursés, comme l'achat des livres, du matériel scolaire, des frais de repas dans les cantines, des frais de transport, à toute discrimination par l'argent ou autre moyen, envers les jeunes issus de couches prolétariennes, de travailleurs immigrés, etc.

Mais nous combattons toute justification qui consisterait à présenter

de telles revendications comme une nécessité pour l'amélioration de l'éducation universitaire ou professionnelle, de la même façon d'ailleurs que nous nous opposons à toute justification d'une diminution des horaires de travail par l'augmentation de la productivité des travailleurs moins fatigués. Ce que nous sommes appelés à critiquer n'est donc pas l'objectif matériel particulier de la protestation étudiante de l'année passée, à savoir la suppression des taxes d'inscription de la loi Devaquet, mais sa finalité politique.

De ce point de vue de classe, il faut donc reconnaître qu'une série d'objectifs revenant souvent dans les mouvements étudiants doivent être clairement repoussés pour leur contenu même, notamment tous ceux qui sont organiquement liés aux objectifs d'une meilleure acquisition et compétence professionnelle. C'est le cas par exemple de l'exigence de nomination d'enseignants mieux formés et mieux préparés aux nouvelles exigences de l'enseignement. A de telle revendication élitistes, il faut opposer un mot d'ordre qui ne soit pas basé sur la division et le heurt avec les travailleurs enseignants et non enseignants de l'école, mais qui se relie de manière unifiante aux revendications des travailleurs (par exemple la réduction du nombre d'étudiant par classe et donc de la fatigue occasionnée par les classes surchargées).

4)-Du point de vue des méthodes de lutte repousser toute "déontologie démocratique" qui enferme toute réaction sociale et toute lutte prolétarienne dans des formes respectueuses de la loi, de la démocratie, des institutions et qui confirme le monopole de la violence par l'Etat.

L'organisation des étudiants doit se faire en dehors de tout corporatisme, doit briser les murs de l'université ou du lycée, rompre les entraves du ghetto étudiant, tendre à tisser des liens avec les prolétaires.

Ces quelques points ne font pas le tour de tous les problèmes de l'intervention dans le mouvement étudiant, mais ils posent quelques jalons indiquant notre orientation tactique.

NOTES

1) Lorsque les cheminots et les ouvriers d'EDF-GDF se sont mis en grève seules de très rares et très minoritaires actions de solidarité des étudiants et lycéens ont été organisées. L'écrasante majorité des chérubins potassaient leur cours pour rattraper le temps perdu dans la rue! Cela est d'autant plus significatif que le mouvement des jeunes avait expressément fait appel aux travailleurs pour qu'ils soutiennent ses revendications. Cet appel aux travailleurs-plus exactement: aux appareils syndicaux- avait même été interprété par certains courants comme la démonstration que les étudiants pouvaient rejoindre le terrain de la classe ouvrière. La suite a montré qu'il s'agissait au contraire d'attirer la classe ouvrière sur le terrain des classes moyennes, d'utiliser une fois de plus le prolétariat pour des intérêts qui ne sont pas les siens.

2) Puisque les mots ne recouvrent pas la même signification aujourd'hui et hier, rappelons que "le mouvement démocratique" dont parle Lénine est celui de la révolution contre l'autocratie à laquelle participe le prolétariat dans une perspective de révolution double.

A PROPOS DE LA PRESSE DU PARTI

Lors de la Réunion Internationale de novembre 1986, un certain nombre d'engagement politiques et pratiques ont été pris entre les camarades du "prolétaire" et de "Il Comunista" pour renforcer l'homogénéité internationale de notre presse. L'activité relative aux journaux verra une collaboration beaucoup plus étroite et intégrée dans le but de faire des deux périodiques une seule voix, nécessairement articulée, de parti. Ce résultat a toujours été recherché, dès avant la dernière crise, et ne sera pas facile à obtenir. Mais c'est la seule voie pour un parti qui veut réellement être homogène.

D'autre part, nous avons pu reprendre la publication de "Programme Communiste" et il est prévu de sortir deux numéros par année. Le travail de parti sur "L'antimilitarisme de classe" publié dans "Il Comunista", trouvera notamment sa place dans la revue.

Au cours de la réunion ont été discutés des schémas de points dans la perspective de thèses sur le processus de la reprise de la lutte de classe et sur la formation du parti de classe. En substance, il s'agit de reprendre le fil correct du programme et des lignes politiques, tactiques et organisationnelles générales que le parti s'est déjà donné et de les illustrer à la lumière du bilan de la crise interne et des tâches

nécessaires à l'activité de reconstruction du Parti Communiste International.

Le départ de l'organisation, déjà très petite et aux ressources restreintes, de plusieurs camarades, nous oblige à redimensionner l'effort économique pour la presse. "Le prolétaire" ne pourra plus avoir le tirage nécessaire à une diffusion par canaux qui fournissent les kiosques sur tout le territoire français; le tirage sera limité et la diffusion se fera essentiellement par abonnement et par voie militante.

Aux lecteurs et aux sympathisants nous demandons une aide supplémentaire, non seulement économique, mais aussi pour faire connaître nos journaux et nous informer sur les kiosques, librairies, centres de documentation, bibliothèques ou autres endroits où nous pourrions les envoyer.

Le manque de place dans le journal ne nous permet pas de publier 2 articles sur la crise du parti: -Que signifie tirer le bilan des crises du parti? -Réunion Internationale, sept. 1986 Ceux-ci, déjà parus dans "Il Comunista", seront publiés dans une brochure en supplément du journal.

Le nouveau virage réformiste du trotskisme

La crise actuelle du PCF fait frémir le monde du trotskisme: chacun espère tirer profit pour son groupe de l'usure accélérée de ce qui fut pendant des décennies l'organisation réformiste hégémonique dans la classe ouvrière, ou, pour reprendre la définition par l'Internationale Communiste du réformisme, le pilier de l'ordre bourgeois au sein du prolétariat.

L'affaiblissement des lieutenants ouvriers de la bourgeoisie (autre expression de l'Internationale) ouvre sans aucun doute des possibilités nouvelles pour l'apparition d'épisodes de luttes classistes authentiques: nous en avons eu la preuve lors de la grève des cheminots - et donc pour la renaissance du véritable parti communiste révolutionnaire.

Ce n'est pourtant pas dans cette direction que travaillent les trotskystes. Entraînés par leur tacticisme incorrigible, éblouis par la perspective de se renforcer à brève échéance, ils en arrivent à se placer sur le terrain même du réformisme pour lui disputer des lambeaux d'influence.

Le courant trotskyste s'est satellisé depuis longtemps autour du réformisme sur lequel il essaye de vivre en parasite. Pendant des années ce parasitisme a revêtu la forme de l'entrisme: les trotskystes adhéraient aux partis soi-disant ouvriers pour y recruter les éléments critiques, parfois pour y créer des tendances de gauche. Après 1968 l'entrisme a été, de manière générale abandonné; mais sa pratique subsiste encore par endroits: En Angleterre existent plusieurs courants trotskystes au sein du Labour Party. En France, l'OCI a réussi à créer le cercle "Socialisme maintenu" (aujourd'hui exclu, semble-t-il) dans le PS.

Les trotskystes justifiaient l'entrisme par l'analyse selon laquelle les PS et PC constitueraient l'authentique expression du prolétariat et seraient, peu ou prou, de véritables partis de classe. Tout le problème viendrait de leur direction, "aveugle", "inconséquente" ou "traîtresses". L'entrée et le travail clandestin dans ces partis devraient permettre de "démasquer" les chefs ou l'orientation néfastes aux yeux des militants "honnêtes".

Dans les faits cela oblige les militants entrismes à abandonner au moins temporairement, tout ce qui dans leur programme contredit les positions réformistes. L'histoire montre que cet abandon, ces concessions ne peuvent que déboucher sur l'opportunisme.

L'abandon de l'entrisme, rendu possible et temporaire par l'apparition d'éléments directement hors du contrôle réformiste, n'a pas entraîné de retour aux positions marxistes révolutionnaires. Conformément à sa nature, le trotskisme ne peut rompre avec les partis issus de la contre-révolution. Le suivisme à leur égard est l'axe fondamental de son existence politique. Nos trotskystes expliquent qu'il faut mettre les réformistes "au pied du mur", en cherchant en permanence l'unité d'action avec eux, pour mieux les "démasquer". Les prolétaires, indignés par la trahison des chefs réformistes, ou leur reniement de la lutte, les abandonneraient alors pour rejoindre nos tacticiens. L'unité d'action est revendiquée non seulement dans les luttes immédiates, à la base, où existe réellement le besoin d'une unité de combat des travailleurs, mais aussi et surtout, dans des accords avec les appareils qui sabotent les luttes, et sur le terrain politique, tout particulièrement au niveau électoral: la soi-disant "mise au pied du mur" se révèle un simple prétexte.

Aujourd'hui les trotskystes passent du suivisme, à la tentative de remplacer carrément le réformisme: au bout du compte, ce seront eux qui se seront démasqués tous seuls !

Nous avons vu que l'OCI est restée fidèle à l'entrisme, avec une prédilection pas innocente pour le social-démocratie. Elle est cependant passée au stade supérieur de la construction d'un petit parti réformiste, le MPPT. Ce "Mouvement Pour un Parti des Travailleurs" affirme avoir 3 points fondamentaux dans son programme: - la défense de la laïcité, - la défense de la République, - le principe de la lutte de classe.

Lorsqu'on sait que parmi ses parrains se trouvent des dirigeants de FO, on comprend le sens que donne le MPPT à la lutte de classe. Les autres points, intégralement bourgeois, ont eu à une certaine époque un caractère progressiste contre la réaction féodale. Mais dès le siècle dernier les marxistes ont dénoncé le piège de l'anti-cléricalisme et de la laïcité tendu par les gouvernements de la IIIème République contre la lutte révolutionnaire, et s'opposaient à la réactionnaire défense de la république bourgeoise.

Le MPPT se rattache directement à la vieille tradition anti-ouvrière de l'opportunisme de type social-démocrate. A force de faire de l'entrisme dans la social-démocratie, ce courant a fini par ne plus s'en distinguer ! D'ailleurs toute une fraction du MPPT en a tiré la conclusion logique et ... est passée au PS.

La LCR et Lutte Ouvrière sont elles plus attirées par le PCF et la bonne aubaine fournie par le courant "rénovateur". Mais elles en tirent des conclusions pratiques différentes.

Nous avons déjà souligné le flirt que, périodiquement, Lutte Ouvrière esquisse vers le PCF. Mais ce n'est qu'une simple manoeuvre tactique ! protestent les militants de LO.

Dans son n°975 Lutte Ouvrière écrit: "Apparemment donc, les rénovateurs n'ont pas trouvé les moyens d'influencer la politique du PC pour le faire se rapprocher du PS. Tout le problème pour eux a l'air d'être, s'ils partent, à combien ils vont sortir du PC. Et la seule chose qui préoccupe la classe politique est bien de savoir ce qu'ils vont représenter comme voix. Combien de voix leur départ va faire perdre au PC, combien de voix les rénovateurs peuvent apporter au PS."

Entre parenthèses c'est LO elle-même qui réduit la politique aux bulletins de vote. Après avoir critiqué les rénovateurs parce qu'ils veulent aller vers le PS, LO continue:

"Alors pour les révolutionnaires, il n'y a pas d'autre alternative que de soutenir la base ouvrière du PC, de se rapprocher d'elle. Et s'ils le peuvent, de se servir de la bataille contre les rénovateurs menée par la direction pour la transformer en bataille contre le réformisme, pour les idées révolutionnaires". Utiliser la bataille de la direction pour la lutte contre le réformisme, il fallait le trouver ! En clair LO propose d'aider la direction à faire le ménage pour... "se rapprocher de la base ouvrière du PC". C'est toujours la même rengaine: on cherche à s'appuyer sur les militants "honnêtes", mais cette fois, ce n'est plus pour démasquer les chefs "traîtres", c'est pour les appuyer et démasquer les opposants traîtres... Soutenir la "base ouvrière" du PC, en tant que c'est la base du PC, c'est-à-dire en tant que militants qui sont sur son orientation et ses positions, c'est capituler devant le réformisme, le soutenir. LO voit justement le réformisme des rénovateurs, mais feint de ne pas voir le réformisme autrement plus puissant et plus néfaste du PC. Les nécessités de la manoeuvre ont des raisons que la raison ne connaît pas...

Sa consœur et rivale, la LCR, a choisi de jouer à fond la carte rénovatrice. Elle aide à la diffusion de leurs manifestes, rend compte régulièrement de leurs faits et gestes. Elle participe à la campagne électorale du rénovateur Amicabile en Lorraine. Elle salue en termes enthousiastes le manifeste

"Cocoreco" des rénovateurs: "Pour la LCR, la crise du PCF ne peut se transformer en facteur positif que si elle libère les forces nécessaires à la renaissance du projet révolutionnaire. C'est précisément à cela que s'attèle le manifeste (...) Ce qui nous rapproche d'un tel document représente une liste suffisamment longue pour qu'une synthèse soit nécessaire." Et si la LCR admet à regret l'existence de "divergences, peut-être" sur des questions comme "la théorie de l'Etat" ce ne sont sans doute que des brouilles, car elle conclut, dans le n°1246 de "Rouge" que "au fond il suffit de garder notre identité, notre vocation de rassemblement, notre fonction motrice pour rencontrer un partenaire disponible à créer ce parti révolutionnaire". Concrètement "Libération" (6mars) traduit ainsi les intentions de Krivine et cie: la LCR propose de se dissoudre pour édifier une organisation commune avec les rénovateurs. Le BP de la Ligue proteste dans un communiqué alambiqué que cela ne correspond pas à ce qu'il cherche; mais dans un n° suivant de "Rouge" une tendance minoritaire réplique: "ce n'est vraiment pas le moment de dissoudre la LCR", critique les interviews où Krivine affirme "le trotskisme décidément c'est un mot que je n'aime pas" et parle de construire "une organisation commune" avec les rénovateurs. Cette tendance, elle, est partisane de "s'ouvrir et chercher à se lier à la masse des travailleurs socialistes et communistes", de se débarrasser des "scories gauchisantes" que la LCR traîne "comme un boulet", de sortir du "ghetto à gauche de la gauche", en clair veut arriver au même résultat que la majorité, mais par une autre voie.

Peu importent les querelles internes de la LCR (une troisième tendance voudrait que la LCR fusionne avec les débris du PSU et autres "alternatifs") et les positions diverses sur les chemins à emprunter et les manoeuvres à effectuer: ces chemins

et ces manoeuvres vont tous dans la même direction, vers le plein réformisme. L'affaiblissement prononcé du PCF provoque dans le champ politique un vide que toutes les organisations trotskystes cherchent à remplir; il déclenche une aspiration à laquelle le mouvement trotskyste ne peut résister et auquel il sacrifie au contraire joyeusement le boulet de ses attitudes révolutionnaires.

Né barricadier et fort en gueule, le trotskisme post-soixante-huitard achève son cycle politique en se coulant dans les oripeaux du réformisme. Ne boudons pas notre plaisir, écrit le rédacteur de "Rouge", enivré par ce "défi historique". Nous le laisserons donc savourer en paix le plaisir anticipé de sa future union. Pour nos lecteurs, nous allons demander à Trotsky la conclusion (et la réfutation du mouvement trotskyste):

"La pire et la plus dangereuse des manoeuvres est celle que commandent l'impudence opportuniste, le désir de devancer la croissance du parti (...) et qu'on exécute en liant de façon superficielle, hypocrite, diplomatique, au moyen de combinaisons et d'escroqueries, des organisations et des éléments qui tirent à hue et à dia. Pareilles expériences, toujours dangereuses, sont fatales aux partis jeunes et faibles (...) Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchévisme (...) c'est sa fermeté d'airain. Non pas "optimisme" béat, mais intrinsèque, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance: voilà les traits essentiels du bolchévisme.

C'est par là que doivent commencer les partis communistes d'Occident et d'Orient." (Critique du programme de l'Internationale Communiste. 1928)

Inutile de dire que nous souscrivons des deux mains à ces exigences, cent fois plus nécessaires aujourd'hui qu'hier, et dont le trotskisme fournit chaque jour le contre-exemple.

Suisse Tant va la cruche à l'eau ...

En prévision de son prochain et 7ème Congrès national le PSO (IVe Internationale) vient de publier dans "la brèche" du 15 janvier son projet de thèses. Le thème est invariable, toujours celui de la question de l'unité avec les autres organisations ouvrières-bourgeoises, mais cette fois, le PSO fait un pas de plus: il propose purement et simplement sa dissolution et sa fusion dans un mouvement "de la gauche alternative", regroupant sous un arc-en-ciel "rouge-vert-mauve" (sic!) toutes les organisations de référence socialiste, écologique ou féministe, opposées au consensus général liant le PSS et ses filiales syndicales de l'USS aux partis bourgeois traditionnels, chrétiens, radicaux, libéraux ou agrariens.

Une telle auto-dissolution dans un mouvement encore à créer et caractérisé par le flou politique et sa subordination aux institutions de l'ordre bourgeois ne nous étonne guère. Elle est le résultat logique de vingt ans d'existence de la section suisse de la IVe internationale au service du suivisme honteux du réformisme est l'illusion contre-révolutionnaire de libérer de ses chaînes le prolétariat par un processus graduel de prise de pouvoir dans lequel le réformisme est associé et poussé à dépasser ses limites réformistes. Face à la crise capitaliste qui a entraîné le réformisme à montrer son vrai visage de gardien du temple de l'ordre capitaliste et lui a fait perdre son influence et contrôle de la classe ouvrière, le centrisme politique, dont le PSO, ne pouvait qu'être naturellement conduit à se substituer au vieux réformisme historique. Ce processus de substitution ne vient pas d'être annoncé, il est

engagé depuis longtemps et est inscrit depuis la naissance de la LMR (ancienne appellation du PSO) dans sa théorie, son programme et sa tactique politique. Il y a déjà dix ans que le PSO a engagé un processus de substitution des directions syndicales bureaucratiques liées au PS par ses militants qui aujourd'hui sont devenus les nouveaux ronds-de-cuir des organisations syndicales officielles. Le point de départ de ce processus avait alors été le sabordage de tous les groupes extra-syndicaux luttant pour une orientation et une pratique de lutte classiste sur le terrain de la défense économique et sociale du prolétariat.

Après avoir pris la place vacante des bureaucrates syndicaux, processus facilité par la difficulté de recrutement de responsables des centrales, le PSO s'aligne explicitement pour combler le vide laissé par le réformisme d'hier dans le prolétariat.

Partant du fait que "toutes les forces qui, par leur histoire, sont liées au mouvement ouvrier, sont aujourd'hui en difficulté", que cela est dû à "l'absence d'une alternative crédible à la société actuelle" et que les éléments qui font "leurs premières expériences politiques" voient dans "les frontières organisationnelles" des partis et organisations existantes un cadre trop étroit" le PSO tire la conclusion qu'il y a un vide à combler. Mais malgré son "expérience" le PSO ne peut pas "remplir seul le vide politique que connaît la gauche". Il y a bien longtemps que nous avons expliqué que le gauchisme d'essence soixante-huitarde n'était que le flanc-garde du réformisme contre-révolution-

(suite en page 7)

SUISSE: TANT VA LA CRUCHE A L'EAU...
(suite de la page 6)

naire et qu'il profiterait de chaque situation où celui-ci perdrait du terrain pour l'occuper à son tour en redonnant le blason de l'opportunisme. En 1979 à l'occasion du IVe congrès de la LMR nous avions déjà cloué au pilori sa stratégie consistant à partir et à s'appuyer sur "l'unité d'action" (lors de luttes partielles) pour développer le "front uni anticapitaliste" et nous avions gagé que "la LMR marchant" déraillerait quelques points pour obtenir "cette unité et cette stabilité (du front uni)" (1).

Depuis lors l'alternative verte s'est développée et le succès électoral des verts allemands fascine littéralement nos ex-porteurs de drapeau rouge. Des discussions entre organisations dites "progressistes" -notamment le POCH- ont eu lieu et le moment est venu pour le PSO d'abattre ses dernières cartes pour arracher le marché de "l'unité": "c'est pourquoi, nous explique le PSO en conclusion de l'analyse de la situation politico-sociale, le PSO est prêt à engager tous ses acquis, ses expériences et ses idées dans la construction d'une nouvelle force politique alternative. Nous sommes prêts à dissoudre la forme d'organisation que nous avons eue jusqu'ici au profit de la construction d'un MOUVEMENT ORGANISE ET PLURALISTE" (souligné par nous) !

Dans ce mouvement sont appelés du pied les "forces chrétiennes", le POCH et le PSA. En quelque sorte une OLP du réformisme ou un gouvernement ouvrier en attente de succès électoraux !

Dans l'article précité à propos du IVe Congrès de la LMR nous disions que: "En matière de compromission avec la petite bourgeoisie démocratique, la LMR n'est certes pas au bout de sa trajectoire. Sous le prétexte de concrétisme et d'efficacité immédiate, elle servira au prolétariat une bouillie politique toujours plus infâme".

La trajectoire n'est pas terminée, il y a encore du chemin à parcourir entre l'état d'organisation minoritaire à la recherche d'unité conglomerante et la perspective de parti parlementaire puissant et responsable d'agir dans le cadre de la légalité bourgeoise. Aujourd'hui c'est l'indépendance organisationnelle que le PSO largue, demain autre chose et après-demain... Pour avoir trop puisé à la source de l'opportunisme, le PSO se brise et nous n'encourageons personne à recoller les morceaux de cette organisation qui barre la route à la réorganisation de la classe ouvrière sur une base classiste.

(1) "Supplément suisse au prolétaire"
No 19, sept-nov. 1979.

NOUVELLE-CALÉDONIE : LE REFERENDUM N'ARRÊTERA PAS LA LUTTE ANTI-COLONIALE

Le gouvernement a conçu le prochain référendum comme le moyen pour mettre un point final aux luttes anti-coloniales de masse qui secouent l'île depuis 83.

Selon ces calculs, le F.L.N.K.S., déjà affaibli par la tactique de la carotte et du bâton employée par les socialistes, enlisé depuis dans l'impasse de la création de "bases de l'indépendance" au travers des institutions coloniales à peine remaniées, n'est plus à même de mobiliser la population Kanak dans un boycott actif des élections.

La répression qui frappe les militants Kanaks (emprisonnements arbitraires de Kanaks indépendantistes au sinistre "Camp Est", alors que les Caldoches et leurs amis ne sont jamais inquiétés), et la recrudescence de groupes armés anti-indépendantistes, a pour but de décourager et d'intimider la population.

La démoralisation a sans aucun doute été favorisée par l'accent mis par le F.L.N.K.S sur le développement économique, forcément sous la dépendance et le bon vouloir de l'Etat français, et sur l'action diplomatique.

Mais le référendum n'est qu'une péripétie, qui ne peut aucunement arrêter la lutte d'émancipation, née de la situation coloniale infligée aux Kanaks.

Quelles que soit son issue, et quels que soient les hésitations du F.L.N.K.S, cette lutte continuera.

Pour réussir, elle a besoin du soutien décidé, ici, du prolétariat, pour faire reculer le colonialisme.

Si les luttes sont différentes, l'ennemi est le même: l'Etat impérialiste

Les prolétaires yougoslaves à l'honneur !

(suite de la page une)

Sur cette base fut édifié le premier plan quinquennal, avec une aide importante de l'URSS. La caractéristique de ce plan était l'importance prépondérante accordée au développement industriel: 62% des investissements devaient être consacrés à l'industrie, contre à peine 7% à l'agriculture, et ceci dans un pays où près de 75% de la population vivait encore à la campagne !

Cette caractéristique n'a en elle-même rien de socialiste; elle est au contraire un trait typique du mode de production capitaliste, qui privilégie toujours l'industrie au détriment de l'agriculture.

La rupture avec Moscou sur la question de la création d'une Fédération Balkanique, va entraîner en 1949 une interruption brutale et quasi complète des liens économiques avec l'URSS. Grâce à une aide importante des USA et de ses alliés, la Yougoslavie réussit à surmonter ses difficultés; elle dut cependant revoir ses objectifs économiques.

En 1950 la "loi fondamentale sur la direction des entreprises économiques d'Etat et des associations économiques par les collectifs de travail" ouvrit la voie à "l'autogestion": les employés d'une entreprise élisent un "conseil ouvrier" qui élit lui-même un comité de gestion pour diriger l'entreprise. L'autonomie des entreprises est encouragée, l'accent est mis sur le rôle du marché. En 1953 la collectivisation des campagnes est abandonnée et une limite est fixée à la concentration des terres, ce qui éternise l'existence d'une myriade de petites propriétés parcelaires improductives, gaspilleuses de force humaine et de force du sol (Marx), mais politiquement conservatrices et facteur de stabilité sociale.

Toutes ces mesures, encensées à l'époque par l'extrême-gauche européenne, trotskyste notamment, constituèrent, avec l'autonomie des régions les fondements du système autogestionnaire soi-disant socialiste, comme si le socialisme n'était pas la négation d'un système de production basé sur des entreprises autonomes et concurrentes, sur le salariat, l'argent et le marché.

A la suite d'une crise économique, l'Etat yougoslave entreprenait à partir de 1965 une autre série d'importantes réformes en faveur de la décentralisation et du libéralisme économique: diminution du budget fédéral au profit des budgets régionaux, plus grande indépendance des entreprises (baisse des impôts sur les bénéfices, droit de commercer librement à l'étranger, etc), concurrence entre banques, appel aux capitaux étrangers pour créer des sociétés mixtes, adhésion au GATT (organisation pour le commerce international), accès des paysans au crédit, etc. D'importantes augmentations de prix furent décidées pour relancer l'activité économique. Selon une étude bourgeoise: "Les changements des années 60 pris dans leur ensemble ont marqué la situation économique yougoslave jusqu'à nos jours des traits suivants: une inflation aux sources multiples qui nécessite des gels temporaires de prix et de crédits, un chômage provoqué par la faillite des entreprises qui n'ont pas pu suivre le passage rapide de l'économie administrative à une économie dite "de marché", des départs massifs des travailleurs yougoslaves à l'Ouest et une disparité économique approfondie entre les régions riches et les régions pauvres, ces dernières n'étant pas capables de prendre en main leur autonomie du jour au lendemain"(1).

Cependant au cours des années 70 la Yougoslavie connut une expansion économique indéniable (croissance du "Revenu National" de 5 à 6% par an en moyenne). Mais à partir de 1980 l'économie yougoslave entre dans une crise profonde et durable.

Le plan économique 1981-1985, adopté après 2 ans de préparation et de discussions auxquelles ont participé 32000 entreprises autogérées (de quoi faire rêver tout trotskyste !) est marqué par un très net fléchissement des objectifs de croissance économique.

Or, malgré cela, aucun des objectifs limités de ce plan ne sera atteint. Prenons le "Produit Social" (catégorie utilisée à la place du Produit National brut) qui devait augmenter de 4,5% selon le plan; après "correction" la prévision

était encore de 3-3,5% pour 81; réalisation: 2%; prévision "corrigée" pour 82: 2,5% Réalisation en 82: 0,3% Prévision à nouveau corrigée pour 83: 1%; réalisation en 83: -1,5%; Prévision corrigée des planificateurs pour 84: 2%; réalisation: 1,5%. Les objectifs en 85 n'ont pas davantage été atteints; nous ne disposons pas des chiffres du "Produit Social", mais pour ce qui est de la Production Industrielle, le résultat a été de 2,7% contre 4% prévu et -7% contre 2% prévu en ce qui concerne la Production Agricole.

Les planificateurs yougoslaves sont impuissants non seulement à contrôler leur économie, mais même à deviner le sens de ses évolutions: quelle meilleure démonstration de la permanence en Yougoslavie, derrière le masque de l'autogestion, de l'anarchie de la production capitaliste?

La crise économique yougoslave fait partie de la crise économique mondiale du capitalisme, en dépit de ceux qui ne voient que des crises spécifiques des "pays socialistes". Dans les années 70, l'économie yougoslave s'est davantage insérée dans l'économie mondiale. Elle a d'abord eu recours largement au crédit international pour financer sa croissance; elle a aussi développé ses exportations et ses importations. Mais la structure de ses échanges économiques internationaux était révélatrice de la faiblesse relative de sa position. La Yougoslavie importe d'Europe Occidentale des produits industriels nécessaires à son industrie et exporte les produits de celle-ci vers les pays de l'Est, où elle achète des produits énergétiques. Comme elle est endettée vis-à-vis de l'Europe Occidentale, elle a essayé (et essaye toujours) de diminuer son déficit économique structurel avec celle-ci en passant des accords pour développer ses exportations vers la CEE. Mais la concurrence redoublée par la crise a rapidement évincé les marchandises yougoslaves des marchés des pays capitalistes développés. Vis-à-vis des pays en développement la Yougoslavie a été handicapée par son incapacité à soutenir la concurrence par les crédits accordés par les pays riches pour s'emparer des marchés.

Enfin une des marchandises yougoslaves les plus demandées, la marchandise-force de travail, a elle aussi commencé à être refoulée des marchés occidentaux (principalement la R.F.A) pour venir grossir le rang des chômeurs au pays.

L'intervention pendant 3 ans du FMI (de 81 à 83) pour superviser l'économie n'a pas entraîné d'amélioration de la situation. Selon un journal financier le problème est que le pays "manque du contrôle central d'un gouvernement communiste orthodoxe"(2) en même temps que des "pouvoirs disciplinaires financiers centraux d'un gouvernement capitaliste"(2).

L'AUTOGESTION, REMPART DE LA SOCIÉTÉ DE CLASSE

Les disparités régionales, entre républiques riches et républiques pauvres n'ont cessé de s'accroître, malgré l'existence d'un maigre Fonds pour venir en aide aux régions sous-développées, selon les déclarations même du Directeur de ce Fonds. Résultat parallèle de la décentralisation et des autonomismes régionaux, on parle couramment de la fragmentation du marché national en 8 marchés régionaux correspondant aux 6 républiques et aux 2 régions autonomes. Le salaire moyen au Kosovo n'est que 55% du salaire moyen dans la riche république de Slovénie, alors que le taux de chômage y est plus de 2 fois plus grand. La conséquence est un développement de poussées irrédentistes qui détournent le mécontentement dans l'impasse du nationalisme.

Le chômage est officiellement estimé à 16% alors que les indemnités de chômage sont ridiculement faibles: le tiers du salaire moyen, et que seule une petite minorité de chômeurs y ont droit.

Le développement de la crise en liaison avec la récession mondiale de 80, a provoqué une baisse du salaire réel des travailleurs. Cette baisse est estimée à 25% en moyenne de 80 à 85; mais en réalité il faut prendre en compte les fortes différences de salaire entre les différentes catégories de travailleurs et leur capacité différente à se défendre.

Une illustration spectaculaire de la baisse du niveau de vie des travailleurs peut se trouver dans les statistiques officielles de la consommation, en n'oubliant pas que ces statistiques comme toutes les statistiques bourgeoises, ne prennent pas en compte les différences de classe.

On voit que la famille moyenne yougoslave est obligée de consacrer une part plus grande à la nourriture, au détriment d'autres postes moins essentiels. Le détail de la consommation alimentaire est particulièrement clair: de 79 à 83 la baisse de consommation de viande par habitant est de 13%, la baisse de consommation de légumes frais de 12%, alors que recommence à augmenter la consommation de pommes de terre et de céréales, ainsi que la consommation de vin et de bière (plus de 10%); le travailleur yougoslave en est réduit à chercher dans la boisson une échappatoire à la triste réalité du paradis de l'autogestion ! (3)

On comprend pourquoi l'organe de la finance internationale que nous avons cité plus haut, s'étonnait, pour s'en féliciter, de la "surprenante résistance de la société yougoslave. Le phénomène des "émeutes du FMI" n'a pas touché la Yougoslavie. Les grèves sont rares, courtes et ne portent que sur des thèmes très limités". (4)

En fait le système de l'autogestion renferme les travailleurs dans les limites étreintes de l'entreprise, favorise tous les particularismes, tous les esprits de clochers qui constituent autant d'obstacles à l'établissement de liens entre travailleurs dans une lutte commune, de classe, contre non l'incompétence de tel ou tel dirigeant, mais contre le système tout entier et ses conséquences inévitables. Il n'est pas besoin de chercher ailleurs la paralysie jusqu'à une date récente des prolétaires yougoslaves.

En 1956, nous écrivions à propos de la Russie:

"Le rideau de fer une fois transformé en toile d'araignée par l'émulation, la crise mercantile universelle mordra au cœur la jeune industrie russe. Voilà à quoi aura servi l'unification des marchés et la libre circulation du sang dans le corps du monstre capitaliste! Mais celui qui réalise cette unification unifie aussi la révolution, qui pourrait bien trouver son heure mondiale après la crise du second entre-deux-guerres, et avant le troisième conflit."

Sous les coups que lui assène la crise mondiale par l'intermédiaire de sa propre bourgeoisie et de son propre Etat, la classe ouvrière yougoslave est sortie de sa paralysie et a commencé à briser l'entrave du système autogestionnaire.

Il y avait déjà eu une première vague de grèves en 1985 (5) et une certaine agitation ouvrière l'an dernier. Début mars le gouvernement a décrété une loi censée combattre l'inflation, qui prévoit un gel des salaires au niveau du dernier trimestre de 86. Cela signifie en pratique une diminution des salaires nominaux de 20 et parfois jusqu'à 50%! Dans certains cas les travailleurs ne devraient même plus toucher le salaire minimum. Avant l'entrée en application de la loi, le gouvernement n'a pas hésité à décider une série de hausses des prix (17% pour le prix du lait) et à en annoncer d'autres pour le 1er avril.

Un ouvrier métallurgique de Zagreb raconte au "Monde"(6): "en février j'avais touché 20 millions de dinars anciens. Eh bien en mars je n'avais plus que 12 millions, alors que je dépense au moins 15 millions pour manger et 5 millions pour le loyer et l'électricité. (...) Alors, quand nous avons vu ce que nous allions gagner, une bonne partie de l'entreprise a arrêté le travail. (...) Sur les 5000 employés de l'entreprise, environ 2000 ont cessé de travailler. La grève a duré jusqu'au vendredi 20 mars. Une semaine !". Des arrêts de travail

ont eu lieu dans 60% au moins des entreprises de la région de Zagreb ainsi que dans d'autres villes de Croatie: Split, Rijeka, Pula, Zadar, Karlovac. Près de la moitié des grèves ont eu lieu dans un premier temps dans cette république; mais il y en a eu aussi en Slovénie et en fait aucune région du pays n'a été épargnée. Sans doute ces grèves ont éclaté spontanément et les officiels se félicitent que les grèves ne soient "pas politiques" et que "ici, ce n'est pas la Pologne". Mais le mouvement de grève persiste

(suite en page 8)

Les prolétaires yougoslaves à l'honneur !

(suite de la page 7)

avec une ampleur jusqu'ici inconnue: 168 grèves officiellement reconnues et 20 000 grévistes pour les 20 premiers jours du mois de mars, beaucoup plus en réalité. Début avril on comptait officiellement 10 000 grévistes au Montenegro. Jusqu'aux dactylos de la Présidence du Conseil qui se mirent en grève, ou les employés d'un restaurant pour ne pas avoir à servir le Premier Ministre..

Devant la persistance de l'agitation le chef du Gouvernement a déclaré le 26 mars: "Si les opposants s'organisent dans le dessein de renverser l'ordre constitutionnel, nous défendrons notre système par tous les moyens à notre disposition, y compris par l'armée." A cette déclaration fait écho le général Milan Daljevic, vice-ministre de la Défense Nationale (et peut-être candidat à un futur rôle de Jaruzelski autogestionnaire): L'armée est "partie intégrante du système politique yougoslave et ne peut donc évoluer en dehors ni au dessus de ce système"; si elle n'a pas l'objectif de se poser "en arbitre de la société", elle ne peut être "indifférente et politiquement neutre devant ce qui se passe". D'autres hauts chefs militaires sont intervenus dans le même sens.

Dans une étude sur "le faux socialisme yougoslave" il y a quelques années, après avoir expliqué que la bourgeoisie locale était contrainte d'élever des barrières défensives contre les phénomènes de désagrégation, nous écrivions: "les commentateurs bourgeois (...) jouent en substance sur une prétendue opposition des pouvoirs selon l'équation: prédominance du Parti = centralisme

démo-autoritaire; prédominance du Syndicat (ou des organes d'autogestion) = démocratie libérale de base; prédominance de l'Armée = répression autoritaire ouverte. Il est comode de feindre d'ignorer que la bourgeoisie utilise en même temps tous ces instruments, et d'imaginer de fausses antinomies, pour pouvoir, par exemple, en cas de "tournant autoritaire" appeler "le peuple" à la lutte non contre la bourgeoisie une et indivisible, mais contre une de ses "ailes", pour la défense d'une démocratie bourgeoise qui regroupe sous son égide bourgeois "honnêtes" et prolétaires sans conscience de classe !

En opposition à cette vision déformante de la réalité des affrontements de classe, au risque de paraître quelque peu "schématiques", nous mettrons ici l'accent sur l'unité d'action de la bourgeoisie Titiste, sur le plan du Parti, du Syndicat et de l'Armée" sans négliger la spécificité de cette action selon les secteurs (7).

L'utilisation de l'Armée n'est pas en contradiction avec le système autogestionnaire. Quand la classe ouvrière se met en grève et entre en lutte, le recours à l'Armée reste le moyen ultime pour défendre l'ordre bourgeois en Yougoslavie comme ailleurs. Il est confirmé que dans la plupart des grèves importantes, quand le syndicat n'arrivait pas à faire reprendre le travail, la menace de faire intervenir l'Armée a été utilisée.

Le mouvement est pour l'instant retombé; les autorités ont différé ou suspendu la diminution des salaires. Ce n'est cependant que partie remise; les centres financiers internationaux jugeront l'équipe au pouvoir à sa capacité à imposer l'austérité qu'ils estiment indispensable. D'autre part la loi prévoit aussi de cesser les subventions aux entreprises déficitaires, ce qui provoquera à partir de début juillet 300 000 licenciements.

De nouveaux affrontements entre prolétaires et bourgeoisie sont donc sur l'agenda yougoslave, qu'il faut préparer à la lueur de cette vague de grèves.

La classe ouvrière yougoslave bercée par les mirages de l'occident d'où elle importe l'illusion du bien-être et divisée par le poids historique des antagonismes nationaux entre républiques fédérées, antagonismes exacerbés depuis que la crise a accentué encore plus les disparités régionales, doit faire face à de nombreux obstacles pour s'organiser comme une force homogène et unitaire face à un pouvoir qui ne cesse de centraliser la vie politique et économique.

La structure autogestionnaire qui fait de chaque ouvrier son propre patron mais aussi un concurrent vis-à-vis des ouvriers du même secteur industriel, désarticule objectivement le prolétariat en autant d'intérêts spécifiques que d'entreprises autonomes. La lutte de classe ne peut donc gagner en terrain que si le prolétariat se détache de ses obligations de gestion d'entreprise pour ne pas se trouver pris sous un feu croisé d'intérêts contradictoires.

Les antagonismes entre nationalités, vieille histoire de la Yougoslavie, ont pu être tempérez momentanément par la structure fédéraliste de l'Etat, multipliant les centres politiques locaux et donnant ainsi l'illusion de pouvoir aux diverses nationalités, tant que le capitalisme couvait des jours heureux d'accumulation, mais ont brutalement ressurgi dès que les premiers effets de la crise se sont fait sentir, notamment entre Serbes, Albanais, Croates ou Slovènes. Ces antagonismes attisent au sein même du prolétariat les sentiments les plus xénophobes, provoquant des règlements de compte brutaux entre communautés par réaction chauvine aux

problèmes réels de la vie quotidienne. Pour construire un mouvement ouvrier puissant et homogène, la classe ouvrière devra se débarrasser de toutes les tentations chauvines, lever les obstacles nationaux tout en accordant à la question des nationalités le plus grand intérêt. La construction de ce mouvement sera donc complexe devra lutter pour son émergence contre toutes les forces objectives d'atomisation de la classe.

Les luttes récentes, spontanées et désarticulées entre elles doivent faire l'objet d'un bilan, afin que les luttes futures puissent unifier et homogénéiser la classe ouvrière et la doter d'organismes de défense immédiate stables, indépendants du pouvoir politique, syndical officiel et d'entreprise. C'est en suivant une telle voie que le prolétariat de Yougoslavie dépassera ses limites actuelles pour opposer à l'Etat et au capital un front compact.

"L'unification des marchés" a d'ores et déjà unifié de fait les luttes ouvrières, avant d'unifier demain la révolution. Les prolétaires yougoslaves ont contribué puissamment à ce résultat, en détruisant le mythe du "socialisme autogestionnaire", en démontrant par leurs luttes, l'impossibilité de toute solution qui bornerait la révolution à une simple modification de la gestion des entreprises et le socialisme à une simple addition d'une myriade d'égoïsmes et de particularismes de toutes sortes. ●

(1) in Panorama de l'Europe de l'Est, "Le courrier des pays de l'Est" n°309-310-311. (2) "Financial Times", 29/7/85. (3) Statisticki godisnjak SFRJ, 1985, in "Le Courrier..." op. cit. (4) "Financial Times", Yugoslavia survey, 21/6/85. (5) cf "Le Prolétaire" n°384. (6) "Le Monde", 26/3/87. (7) "Il Programma Comunista" n°5/1974

HONGRIE

La Hongrie "socialiste" licencie, les entreprises en faillite mettent la clef sous la paillasse. L'Etat la mort dans l'âme est obligé de reconnaître l'existence du chômage et de mettre sur pied un système d'allocation dégressive à l'occidentale. 150 000 nouveaux chômeurs sont prévus pour 1990!

ROUMANIE

Contre la pénurie alimentaire et les restrictions de toute sorte, les ouvriers réagissent. Des grèves éclatent dans plusieurs villes pour protester contre l'insupportable pression exercée par l'Etat sur les conditions économiques et sociales de vie et de travail. Les baisses de salaires, jusqu'à 40%, viennent s'ajouter à la pénurie totale des biens de consommation les plus essentiels, pour se nourrir, pour se chauffer, pour s'éclairer, etc.

La répression frappe violemment les grévistes et les arrestations se multiplient!

Pendant ce temps le despote Ceausescu, au nom du "socialisme", continue de parader et d'entretenir sans limite la cour corrompue qui le protège!

Mais la Roumanie est sur un volcan et pourrait bien devenir un nouveau point de fixation de tous les déséquilibres de l'Europe de l'Est.

MADAGASCAR 1947-1987 DE LA REVOLTE ANTICOLONIALE A LA LUTTE DES CLASSES

Le 29 mars 1947 éclate dans la "Grande Ile" une insurrection qui allait gagner une bonne partie de la côte Est et tenir en échec l'armée coloniale pendant presque deux ans. Une répression particulièrement sauvage sera exercée par l'Etat français dirigé alors par un gouvernement "démocratique" issu de la Résistance, où participent la SFIO et le PCF.

Avec l'ébranlement provoqué par la guerre et la défaite devant les allemands, de la puissance française les aspirations indépendantistes avaient pris une nouvelle vigueur à Madagascar. Le développement de l'espoir de se libérer de l'occupation coloniale se manifeste sous la forme de regroupements politiques, d'une littérature clandestine, de l'apparition de sociétés secrètes, selon un mode traditionnel. Un "Comité de salut public" se forme même en 1943.

A la fin de la guerre, l'agitation nationaliste acquiert une plus grande vigueur; les sociétés secrètes (surtout la "Jina") répandent le slogan: "on ne demande pas son indépendance, on la prend". L'administration coloniale redoute des mutineries de la part des soldats malgaches sous l'uniforme ou démobilisés (pendant la guerre l'île est restée sous l'autorité du gouvernement de Londres et des Alliés). Elle craint aussi pour les transports car les cheminots sont gagnés aux idées indépendantistes.

De leur côté les dirigeants historiques du mouvement indépendantiste se laissent séduire par les possibilités qui s'ouvrent dans les institutions nouvelles et par les réformes que fait miroiter l'impérialisme.

Pour la première fois, lors des élections à l'Assemblée Constituante en 1945, des députés malgaches sont élus à un parlement français.

Forts de la popularité que leur a valu leur élection, les députés impulsent la création d'un véritable parti indépendantiste, autorisé par l'Administration colo-

niale, le M.D.R.M. (Mouvement Démocratique de la Renovation Malgache). Le MDRM se veut un parti légaliste; à sa tête la bourgeoisie indépendantiste des villes est largement dominante.

Le développement du MDRM est foudroyant: un an après sa création en 46, il compte plus de 300 000 membres; il contrôle le mouvement syndical, il est influent parmi les mineurs, les travailleurs agricoles, il crée des coopératives, des bureaux de placement, etc.

Mais rapidement se dessine une divergence entre une base qui a tendance à se radicaliser et où les sociétés secrètes recrutent, et la direction du parti qui penche vers des accords de compromis avec la puissance coloniale. Les chefs du MDRM se veulent respectueux de la légalité, de l'ordre public; ils font retomber la responsabilité de l'agitation qui ne cesse de grandir sur des "provocations colonialistes". Ils finissent même par accepter "l'Union Française", qui est la nouvelle formule avec laquelle l'impérialisme tricolore veut camoufler le maintien de sa domination.

"Dans la cadre de l'Union Française, les intérêts politiques et la sécurité de la France et de la communauté française (= les colons, MDLR) seront défendus comme ils doivent l'être. (...) Les intérêts culturels et moraux de la France seront sauvegardés, tout comme ses intérêts économiques", déclarent-ils solennellement en 1946 (1).

Ces respectueuses professions de foi ne peuvent cependant suffire à rassurer l'Etat français qui constate sur le terrain la poussée indépendantiste parmi les masses et la polarisation croissante de la situation. Malgré les discours Parisiens de ses chefs, le MDRM apparaît aux yeux de la population et aux yeux des colonialistes comme le véritable parti anti-français.

Pour lui faire pièce, l'administration va organiser un parti malgache pro-français, le PADESM, en s'appuyant sur les notables féodaux,

et en essayant de mettre à profit les rivalités ethniques.

Pour éviter de voir le MDRM s'assurer de la majorité à la future Assemblée Malgache, qui devait se voir attribuer certains pouvoirs les autorités (socialistes) essayent d'abord une réforme administrative de type fédéral: Madagascar serait divisée en 5 régions fédérées; mais la difficulté de s'assurer que les colons et les pro-français remportent suffisamment de régions, ainsi que la crainte des colons d'être dans une régions indépendantiste, font renoncer au projet. Une autre astuce sera trouvée pour que l'Assemblée soit contrôlée par les partisans du colonialisme.

Mais il n'est pas sans intérêt de relever que, 35 ans plus tard, Pisani s'inspirera du travail de ses prédécesseurs de la SFIO, pour son statut de la Nouvelle-Calédonie: continuité du colonialisme et du social-impérialisme !

Les élections en janvier 47 se déroulent dans un climat de forte tension; la répression coloniale ne cesse pas et les prisons sont pleines de militants indépendantistes. Le MDRM remporte pourtant un important succès électoral; il a la majorité des sièges dans presque toutes les circonscriptions. A la suite de ce succès, le parti doit tenir son premier congrès début avril 47.

Cependant les organisations secrètes qui prêchent depuis des mois le passage à la lutte armée, justement méfiantes vis-à-vis des dirigeants du MDRM, fixent au 29 mars le déclenchement d'une insurrection générale. La stratégie, telle qu'on peut la reconstituer aujourd'hui est assez fruste: il s'agit plus de coups de main destinés à se procurer des armes et des appels à la population pour qu'elle se soulève, que le début d'une véritable stratégie de lutte armée.

La préparation est secrète, mais des fuites atteignent les chefs du MDRM. Le 27 mars, ils envoient un télégramme à toutes les sections

il comunista

organo del partito comunista internazionale
L'AVVENIRE DEL PROLETARIATO PASSA ATTRAVERSO LA RIORGANIZZAZIONE CLASSISTA DELLA LOTTA OPERAIA
NELLE INTERNO
L'AVVENIRE DEL PROLETARIATO PASSA ATTRAVERSO LA RIORGANIZZAZIONE CLASSISTA DELLA LOTTA OPERAIA

IL COMUNISTA

sommario del No 6/1986-1987:

- L'Italie des profits - Les grèves en France - Antimilitarisme et guerre (2) - Crises de régime et reprise de classe - Matériaux pour le bilan politique de la crise du parti: Que signifie faire le bilan ? - Bolivie - Travail de reconquête de la ligne correcte du parti - Porto-Marghera - Pour l'unité des chômeurs et des actifs.

Le No: 3000 l Abonnement: 20 000 l Soutien: 20 000 l. CCP: 3012909 Milan Corr.: IL COMUNISTA c.p. 10835 Milan

du parti pour les appeler au calme et les mettre en garde contre toute "provocation" destinée à "saboter politique pacifique MDRM". Le télégramme doit même être affiché partout!

L'administration est elle aussi au courant que quelque chose se prépare et elle alerte ses troupes. La conjonction de l'action de la direction du MDRM et de la préparation des autorités sera le principal facteur de l'échec du plan initial des insurgés. Seules les sections du MDRM où domine la Jina participent à la révolte. Dans les grandes villes (Tananarive, Diego-Suarez, etc) l'insurrection échoue en raison de la mobilisation militaire.

Elle réussit cependant dans beaucoup de localités de moindre importance et elle va s'étendre aux campagnes de la côte Est jusqu'en juillet 47. A ce moment, en raison de l'arrivée de renforts, les troupes coloniales entament la contre-offensive. En décembre 48, la révolte est définitivement battue et les derniers maquis écrasés.

La répression est terrible, à la mesure de la peur qui s'était emparée des colonialistes. Les premières victimes en sont les membres du MDRM, même quand ils n'ont pas participé à la révolte: arrestations en masse, tortures, exécutions sommaires frappent également les "légalistes" et les insurgés. Des massacres en masse de prisonniers ont lieu, comme à Moramanga, où 166 suspects sont abattus à la mitrailleuse... Dans la lutte contre les maquis, l'armée utilise tous les procédés classiques des guerres coloniales: exécutions de prisonniers, incendies de villages, représailles en tous genres; des prisonniers vivants sont jetés des avions au dessus des zones révoltées à fins d'intimidation. Les tortionnaires argentins ont emprunté ces méthodes à notre belle démocratie, mais eux, ils n'osaient se débarrasser de leurs victimes qu'en cachette et au dessus de l'océan...

Le chiffre officiel des victimes de cette répression barbare est fourni en 1950: 11200 morts; mais l'état-major admettra le chiffre de 89000 victimes; le Haut-Commissaire parlera dans une conférence de presse de plus de 100 000 morts malgaches. La population indigène de l'île n'est alors que de 4 millions d'habitants.

L'ordre colonial a été rétabli par le "gouvernement de la France libre", issu de la soi-disant croisade de la démocratie contre la barbarie nazie, avec les moyens qui sont toujours ceux de l'impérialisme, "démocratique" ou "fasciste": violence et terreur sans limites.

Nous n'avons pas ici la place pour une analyse détaillée du mouvement malgache, pour laquelle les documents font d'ailleurs défaut. Mais on peut cependant lire dans sa brève flambée, la confirmation des thèses marxistes, telles qu'elles furent définies par l'Internationale Communiste:

"Il existe dans les pays opprimés 2 mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus: le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois. Le second est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies." (Thèses supplémentaires sur la Question Nationale. IIème congrès de l'Internationale).

Et en effet la séparation de classe entre la bourgeoisie dirigeante du MDRM, conciliante avec les autorités françaises, pacifiste et légaliste, et la base insurgée, composée essentiellement de paysans, est patente, même si elle ne s'est pas traduite par une rupture ouverte dans le MDRM. Cette séparation objective explique la confusion apparente sur ce qu'est vraiment ce mouvement d'émancipation.

La confusion sera largement entretenue par les chefs du MDRM lors de leur procès, alors que les chefs de la révolte ne sont plus là pour parler. Malgré leur bonne volonté, les dirigeants du MDRM ne sont pas épargnés par la répression. Lors d'un procès à grand spectacle, ils sont accusés d'être les véritables instigateurs de la révolte. Indignés, ils répliquent en mettant l'insurrection sur le compte d'une "provocation" des milieux colonialistes qui veulent la perte du MDRM. Cette thèse de la provocation coloniale diffusée par les milieux anti-colonialistes français va pendant des années servir à occulter le combat courageux des milliers d'insurgés.

Abandonnée par sa direction bourgeoise, sans le moindre appui du prolétariat métropolitain, la base insurgée n'avait pas et ne pouvait pas avoir de perspectives et de programme politique allant au delà de chasser les colons. Après le demi-échec du coup de main les insurgés étaient condamnés à une lutte héroïque, mais perdue d'avance contre un adversaire implacable qui jouissait d'une supériorité écrasante en hommes et en matériel. Après leur sacrifice, le souvenir de leur combat sera déformé par ceux qui se disaient leurs chefs...

Les Thèses de l'Internationale mettent aussi l'accent sur le rôle des partis communistes. Mais le parti communiste stalinisé jouera un rôle tout à fait opposé. Au lieu d'accorder son soutien aux masses insurgées, au lieu de mobiliser le prolétariat pour leur venir en aide en s'opposant à l'envoi de troupes, le PCF, en charge des plus hautes responsabilités de l'Etat fera tout ce qu'il peut pour les laisser isolées. Sans doute il élèvera une protestation lorsque les parlementaires malgaches seront arrêtés. Mais cette protestation platonique ne l'empêchera pas de continuer à vaquer à la gestion de l'impérialisme français sans se soucier des tueries de Madagascar de la même façon qu'il ne s'était pas soucié des tueries d'Algérie ou d'autres colonies.

Le PCF refusera de participer au meeting de protestation contre la condamnation à mort des députés malgaches, organisé par la Ligue des Droits de l'Homme. Le PCF démontre ainsi à la bourgeoisie que son attachement aux intérêts impérialistes et coloniaux allait jusqu'à ne pas s'opposer à l'exécution, pour l'exemple des indépendantistes modérés. (Ces derniers seront graciés en 49 et amnistiés en 56).

Le PCF était un partisan avoué de "L'Union Française", la nouvelle appellation de l'empire colonial. En mai 47, un dirigeant du PCF écrit dans l'organe théorique du parti un article-programme: "Où va l'Union Française?". A propos de Madagascar, on peut lire:

"Il est chaque jour plus clair qu'à Madagascar, certains éléments étrangers ne sont pas restés inactifs dans les événements de ces dernières semaines et qu'il ne faudrait pas rechercher longtemps pour trouver parmi les auxiliaires, sinon les animateurs du complot (sic!), des individus directement liés à l'Intelligence Service, agents de S.M. le roi d'Angleterre, ou du maréchal Snuts." (2) Et le texte reproche même à l'administration française de faire confiance à des éléments anti-français!

Le réformisme stalinien prenait position dans le vaste concert pro-impérialiste en diffusant les plus misérables ragots policiers. Il est vrai que les paysans malgaches avaient commis la faute impardonnable de se révolter contre la France. Fidèle larbin de la bourgeoisie et de son Etat, le PCF fit le principal responsable de la paralysie du prolétariat métropolitain face aux crimes de "son" impérialisme, qui laissa dans un tragique isolement les masses exploitées des pays coloniaux.

* * * * *
En 1947, on pouvait deviner les divergences de classe au sein du mouvement anti-colonial; mais ces différences fondamentales d'orientation, si elles ont joué un rôle majeur dans le sort du mouvement, ne sont pas apparues ouvertement et ont pu encore moins se transformer

en fracture ouverte. Les quantités de mensonges, de calomnies et de déformations répandues et par l'impérialisme et ses laquais, et par la bourgeoisie indépendantiste, ont complètement obscurci la signification véritable de ce qui s'était passé.

40 ans se sont écoulés, et dans Madagascar indépendante, la fracture de classe s'ouvre maintenant au grand jour. Elle n'oppose plus le bloc de la bourgeoisie et des masses exploitées contre l'alliance des féodaux et des colonialistes. C'est au sein de ce bloc, au sein du peuple que se dessinent les frontières de classes et qu'ont lieu les premiers affrontements.

En août 85 déjà l'attaque par les nervis du pouvoir de bandes trop remuantes de jeunes, avait provoqué de nombreux morts parmi ceux-ci.

Ces derniers temps, de véritables émeutes ont éclaté pendant tout le mois de mars contre les magasins des indo-pakistanaïes, les "karanas". Commencées le 27 février à Antsirabé, suivies début mars à Toliary, les émeutes se sont ensuite étendues à Farafangana, Fianarantsoa, Toamisa-na. Selon un rapport officiel, qui semble minimiser les choses, 183 magasins ont été mis à sac ou brûlés, 43 villas détruites, une centaine d'autres attaquées...

Toutes ces émeutes sont dirigées contre la communauté des "karanas" qui contrôle largement le commerce et d'autres activités lucratives. La "libéralisation" récente de l'économie a permis un enrichissement rapide des commerçants et une détérioration des conditions de vie des masses. Le mécontentement ne cesse de grandir contre ceux qui sont soupçonnés de spéculation, mais aussi contre le gouvernement tenu pour responsable de la misère et qui apparaît insensible aux souffrances de la population.

A propos de la famine dans le Sud de l'île, l'épouse du ministre de la Défense, soeur du Président et PDG du réseau de distribution Procoops ne déclarait-elle pas cyniquement à la presse: "Si dans les hôpitaux, certes, l'on trouve des enfants sous-alimentés sans doute à la suite de la négligence de leur mère, la population du Sud ne meurt pas de faim." (3)

Malgré ses dires, la pénurie de riz est bien réelle dans un pays gros producteur et gros consommateur (le malgache est un des plus gros consommateurs de riz du monde avec 153 kg par an). La flambée des prix du riz (prix officiel: 480FMG, prix réel au "risoriso", la marché noir: autour de 1000FMG) comme celle d'autres denrées, a frappé la population de plein fouet. En novembre, à Toamisa-na (Tamatave) des manifestants ont attaqué des entrepôts où le riz était stocké; l'armée a tiré sur les manifestants; il y aurait des dizaines de morts.

L'augmentation, fin février, des salaires des fonctionnaires de 9,6% est bien loin de compenser la hausse du coût de la vie. Que dire alors des salariés du privé et de la masse des chômeurs?

La décision de réduire les bourses des étudiants a provoqué une vive réaction chez les 50 000 étudiants d'Antananarivo (Tananarive). Après des affrontements de la police avec les étudiants grévistes, les cours ont été suspendus et la police quadrille le campus. Les étudiants constituent pourtant une catégorie plutôt privilégiée de la jeunesse, où le chômage atteint des taux records.

Il n'est donc pas impossible, dans une situation aussi explosive, que les autorités ne soient pas mécontentes de voir les karanas apparaître comme seuls responsables des difficultés des masses, voire qu'elles aient contribué à en faire des bouc-émissaires.

Mais il ne sera pas si facile de détourner la colère de la population. Le 12 avril, après un match de football, une émeute a éclaté à Antananarivo. Pendant une bonne partie de la nuit les jeunes émeutiers se sont affrontés aux policiers et ont attaqué dans les rues de la capitale les magasins symboles de l'opulence, que leurs propriétaires soient karanas, français ou malgaches.

Indépendante politiquement, Madagascar ne l'est guère économiquement. Après avoir spectaculairement rompu avec la France en 1972, elle se tourna vers l'Est. Mais la crise économique dans laquelle elle est plongée depuis 1980 l'a contraint à se tourner vers le FMI et à renouer avec l'ancien colonisateur, qui avait toujours maintenu des relations économiques. Le Président Ratsiraka a eu beau affirmer dans une allocution au début de l'année que "l'option fondamentale est le socialisme", il ajouta aussitôt la nécessité de garder de "bonnes relations avec le FMI et la Banque Mondiale". L'économie malgache est en effet depuis 3 ans sous la tutelle des organisations internationales qui l'enserrent dans des liens moins visibles que les anciens liens coloniaux, mais guère moins contraignants.

Les révoltes des masses exploitées malgaches se heurtent, en perspective, à la domination impérialiste et d'abord à la domination de l'impérialisme français. Comme hier, le facteur-clé de la lutte de demain sera l'attitude du prolétariat métropolitain. Le rôle des communistes révolutionnaires est de préparer son retour à la lutte révolutionnaire de classe pour qu'ensemble avec les exploités de Madagascar et d'ailleurs il abatte le capitalisme mondial, pour que l'alliance ratée en 1947 se constitue dans la lutte commune pour la révolution socialiste mondiale et que soient enfin vengées toutes les victimes de l'impérialisme. Les leçons des luttes perdues d'hier, les leçons des trahisons sont importantes pour que puisse se reconstituer l'instrument de la victoire, le parti communiste mondial.

- (1) Conférence de presse à Paris des députés du MDRM, 17/9/46. La plupart des faits que nous rapportons sont tirés de "L'insurrection Malgache de 1947", ed. Karthala, 1986.
- (2) in "Cahiers du Communisme" n°5, mai 47.
- (3) "Madagascar Matin" 22/12/86.

PROGRAMME COMMUNISTE

Après plusieurs années de silence, notre revue théorique reparait. Au sommaire du numéro 89:

- Programme communiste reprend sa publication
- Rapport du centre international à la Réunion Générale (juillet 1982)
- La religion appui ou obstacle à la lutte de classe ?

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
No 89 -20FF/ 5000L/ 6FS/ 120FB/ 3S/ 2L/ 400PTS- MAI 1987

SOMMAIRE	
-Programme communiste reprend sa publication	1
-Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer	7
-Rapport du centre international à la Réunion Générale (juillet 1982)	20
-La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe ? Considérations à propos de "la théologie de la libération"	
- Prêtres et marxisme	72
- Théologie de la libération	94
- En marge du synode des Evêques	103

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI
La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Indo-Chine (1921), la lutte de la Gauche communiste contre la décomposition de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays", la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et de la ligne de la Résistance; la lutte difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

M 2412 - 89 - 20,00FF

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partages les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

SUISSE 50 ans de Paix du Travail

La longue défaite du prolétariat

Il y a 50 ans, le 19 juillet 1937, les syndicats helvétiques tous sans exception, signaient avec les représentants patronaux l'infâme "Paix du Travail" qui assurait au capital et à l'Etat une stabilité sociale parfaite en interdisant la grève ou tout autre moyen de lutte directe à la classe ouvrière, en instaurant un contrôle social et politique centralisé sur les prolétaires et en instituant la politique dite "conventionnelle" grâce à laquelle les conflits sont réglés par des organismes type Prud'homme.

"Dans le but de maintenir la paix sociale en faveur de tous ceux qui sont intéressés à l'existence et à l'essor de l'industrie suisse, déclare le texte du protocole de 1937, l'Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie, l'Union des industriels en métallurgie du Canton de Genève, d'une part et les organisations ouvrières suivantes, à savoir la Fédération Suisse des Ouvriers sur Métaux et Horlogers (actuelle FTMH), la Fédération Chrétienne des Ouvriers sur Métaux de la Suisse (actuelle FCOM), l'Association Suisse des Ouvriers et employés évangéliques, l'Union Suisse des Syndicats Autonomes et le Syndicat Autonome du Canton de Soleure, d'autre part,

"Convient d'éclaircir réciproquement, selon les règles de la bonne foi, les principaux différends et les conflits éventuels, de chercher à résoudre ces derniers sur la base des dispositions de la présente convention et d'observer pendant toute sa durée une paix intégrale. En foi de quoi, toute mesure de combat, telle que la mise à l'interdit, la grève ou le lock-out, est réputée exclue, même à l'égard de tous autres différends éventuels relatifs aux conditions de travail non spécifiées dans la présente convention".

Suit à ce préambule la description des voies légales par lesquelles doivent passer tous les conflits sur le plan syndical et qui s'échelonnent en trois étapes principales. A savoir d'abord la négociation à l'échelle de l'entreprise, puis si elle échouait l'appel à une commission de conciliation dont les recommandations ne sont pas obligatoires, et enfin si vraiment "tout va mal" le recours au tribunal arbitral qui tranche en définitive la question. Pour permettre une telle progression dans le labyrinthe juridico-institutionnel, c'est-à-dire pour rendre effective dans les usines la convention, celle-ci prévoyait la mise sur pied de commissions ouvrières dont les statuts ne pouvaient évidemment "contenir aucune disposition contraire à la présente convention".

Une caution de 250 000 F était en outre versée par les deux parties à la Banque Nationale Suisse comme garantie du respect mutuel de l'accord. Cette caution toujours existante, explique à elle seule parfois pourquoi les syndicats helvétiques s'empresment de se distancer et de rejeter les grèves lorsqu'elles éclatent sans respecter le rituel conventionnel qui ne les autorise qu'après épuisement de toutes les mesures de conciliation et de déviation, ainsi que par la lourdeur bureaucratique d'un protocole de décision de grève. Il faut ainsi généralement l'accord du Comité directeur du syndicat, que la moitié des ouvriers soient syndiqués (quand le taux officiel de syndicalisation est d'environ 20%), que la majorité s'obtienne aux deux tiers, etc, pour que la grève puisse être conventionnellement acceptée.

Voilà comment fonctionnent les rapports entre classes en Suisse depuis 50 ans et voilà pourquoi la bourgeoisie helvétique est le plus heureuse du monde: pour s'assurer la docilité et l'asservissement social de la classe ouvrière elle n'a jamais eu besoin du recours à la force directe, ou seulement lors de quelques épisodes, et a pu instaurer bien des règles de comportement corporatistes et de type fasciste sans pour autant abandonner ses oripeaux démocratiques.

Quelle a donc été la genèse de la paix du travail, qu'elles furent ses sombres raisons et ses effets dévastateurs pour la lutte de classe?

DES ORIGINES DU MOUVEMENT OUVRIER SUISSE A LA GREVE GENERALE DE 1918

Sans vouloir faire un cours d'histoire sur le mouvement ouvrier de Suisse, il est néanmoins important d'en saisir quelques unes de ses caractéristiques principales pour comprendre les

causes matérielles qui sont à l'origine du formidable développement d'une social-démocratie toute entière vouée au service de l'Etat et du capital.

L'industrialisation suisse ne s'est pas fondée autour de grandes concentrations ouvrières et sur la base d'une production de marchandises brutes, à peu de "valeur ajoutée", telle que peut l'être celle de l'extraction du charbon et autres minerais, mais sur des bases totalement éclatées du point de vue géographique et d'une grande technologie.

Le mouvement ouvrier va ainsi naître de manière éparpillée et disparate, sans point de fixation particulièrement significatif de par sa puissance et sa compacité.

A partir de la seconde moitié du XIXème siècle, les associations ouvrières et d'artisans vont commencer à croître en nombre et en variété, allant des sections de l'AIT aux fédérations anarchistes jurassiennes, aux associations de travailleurs allemands (menées par Wilhelm Weitling, rapidement expulsé de Suisse), aux associations de défense économique.

Mais il est une société qui exerce très tôt une influence non négligeable sur le prolétariat. Il s'agit de la société suisse du Grütli (fondée en 1843), organisation de la petite-bourgeoisie patriotique et radicale, se définissant comme "une association culturelle, populaire suisse" composée des "membres de la classe des savants, de celle des commerçants, de celle des artisans et de celle des paysans". Dès 1848, la prolétarisation croissante de la société ne modifiera en rien ses objectifs démocratiques et nationalistes mais permettra par contre au petit-bourgeois d'infester une part toujours plus grande de la classe ouvrière et d'influer aussi sur ses représentants tant politiques que syndicaux.

C'est donc dans ce contexte favorisant le radicalisme petit-bourgeois que le socialisme naissant que vont se développer les premières associations politiques et syndicales suisses et qu'un personnage très dévoué aux intérêts patriotiques va poser les bases de la collaboration de classe la plus parfaite: Hermann Greulich.

Une première Fédération ouvrière suisse se fonde en 1873 par la réunion tant de sections ouvrières du Grütli, important tout leur nationalisme étroit, que par des groupes d'ouvriers allemands en exil, par des syndicats locaux, par les 8 sections de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs ou première Internationale) et par des sections des fédérations jurassiennes anarchistes. C'est donc sur des bases politiques les plus éparses que dut être trouvé un compromis programmatique qui ne pouvait faire que la part belle à toutes les doctrines étrangères au marxisme. La Fédération devait se dissoudre pour donner naissance en 1888 au Parti social-démocrate de Suisse (1) dans une phase de concentration du capital et de renforcement de l'Etat qui intervient dans l'économie notamment par les nationalisations de secteurs clefs et le monopole du billet de banque. Mais l'industrie helvétique reste décentralisée: en 1888 sur 160 000 ouvriers du secteur textile, 90 000 seulement travaillent en usine, le plus souvent implanté près des cours d'eau à l'extérieur des villes, et le reste à domicile, et sur 40.000 ouvriers de l'horlogerie, 20 000 aussi travaillent à domicile.

L'Union syndicale suisse, plus tard liée directement au parti social-démocrate, se fondera en 1880, mais les liens avec le Grütli restent toujours étroits et en 1886 les 2 organisations fondent même ensemble une caisse générale de réserve pour les travailleurs, pouvant être utilisée en cas de grève notamment.

Hermann Greulich sera l'un des principaux artisans de l'orientation très droitrière que prendra le parti social-démocrate et l'USS et sera le théoricien de la collaboration de classe le plus averti et pervers. Greulich consacra son action politique à anéantir toute possibilité pour le prolétariat en Suisse de renforcer sa capacité d'action et d'unité par la lutte de classe et toute occasion pour les prolétaires de s'organiser de façon indépendante par rapport aux intérêts du capital. Si la paix du travail a été formellement élaborée et signée par Conrad Illg de la FOMH, le père spirituel en est en réalité Greulich. Après avoir mené une bataille politique pour organiser syndicalement et politiquement la classe ouvrière

dans des organismes influencés directement par la petite-bourgeoisie nationaliste et radicale, son combat antiprolétarien fut d'ôter toute autonomie locale aux prolétaires pour assurer à l'USS le contrôle centralisé de la classe, notamment en ce qui concerne les décisions sur les grèves. Avant de les bannir, la social-démocratie s'est donc d'abord liguée contre l'usage non contrôlé des grèves qu'elle ne pouvait alors malgré elle empêcher d'éclorre. "Mais la grève, disait Greulich en 1903, n'est pas le seul moyen de lutte; ce n'est que la dernière arme de combat". Les autres moyens de "lutte" sont les négociations, et tout ce qui peut entraver le bon déroulement de ces négociations doit être banni: "...On a beaucoup trop permis aux entrepreneurs de repousser dédaigneusement toutes les réclamations et on a recouru trop rapidement au dernier des moyens avant d'avoir épuisé tous les autres".

L'arme fondamentale de ce pilier de l'ordre bourgeois sera de briser toute combativité ouvrière spontanée en instituant, véritable course d'obstacles, un processus juridique et bureaucratique de négociation, à suivre obligatoirement lorsque apparaissent des conflits dans les usines.

Mais les conditions de vie de la classe ouvrière alors, misérables et précaires, ne poussaient pas les prolétaires à prêter trop l'oreille au chant des sirènes de la paix sociale et ils luttèrent encore avec leurs armes de classe.

C'est donc dans ce contexte où la combativité ouvrière se heurtait aux perspectives de collaboration de classe du parti social-démocrate, des syndicats ou autres organisations largement influencées par le chauvinisme petit-bourgeois, que se développa la montée des luttes vers la grève générale de 1918. Comme dans l'ensemble des pays touchés de près ou de loin par la guerre impérialiste, la classe ouvrière en Suisse subit la terrible crise économique et réagit à cette pression insupportable en multipliant et radicalisant ses luttes. En 1914, il y eut 31 grèves mettant en action 3138 ouvriers, en 1917, elles passent au nombre de 140 et 13 459 ouvriers y participent. La révolution russe met en avant le prolétariat comme classe mortelle pour le capital et l'ordre bourgeois et les ouvriers allemands sont bientôt sur le chemin de la révolution. La grève générale de 1918 décidée sous la pression ouvrière par tout l'arc de l'opportunisme pour ouvrir une soupape de sécurité face à la montée ouvrière, viendra briser l'élan des luttes ouvrières. Cette "grève de protestation de 24 heures" est la suite logique de l'alignement de la social-démocratie suisse derrière la bourgeoisie après les pleins pouvoirs accordés au Conseil fédéral en 1914 (2)

VERS LA PAIX DU TRAVAIL

Après avoir centralisé l'organisation disparate de la classe ouvrière au siècle précédent, le réformisme a donc pu lancer ses premières grandes offensives à la faveur de la guerre impérialiste et démontrer ainsi sa servilité à l'Etat bourgeois qui ne tardera pas d'ailleurs à le remercier pour services rendus à la patrie.

Comme en France ou en Italie, ce sera la question de l'adhésion à la IIIème Internationale qui provoquera en 1921 la rupture au sein du PS du groupe communiste que viendra rejoindre les "vieux communistes" organisés séparément depuis 1918. Dès lors la droite social-démocrate, sous l'oeil approbateur du centre, dont Grimm est l'éminent représentant, redoublera ses coups bas pour éliminer tout ce qui pouvait de loin ou de près défendre ou évoquer la lutte de classe. Les grèves qui ne sont pas contrôlées et transformées en vulgaires "protestations" ou appuis aux négociations sont directement sabotées. Tel fut le cas en 1924 de la grève de la métallurgie à Schaffouse contre l'augmentation de la semaine de travail de 48 à 52 heures, mobilisant 2 000 ouvriers et qui devait s'étendre à toute la région si le comité central syndical n'avait négocié la non-extension de la lutte et si Konrad Illg, qui débute sa carrière de crapule, n'avait pas tout mis en oeuvre pour la briser.

A ce moment-là la bourgeoisie a passé le cap difficile de la crise provoquée par la guerre, les grèves en 1925 ne seront plus qu'au nombre de

42 et les grévistes 3299 (selon les statistiques officielles). Les centrales syndicales ont fait pratiquement la preuve de leur capacité à étouffer la lutte de classe et à transmettre les ordres bourgeois aux prolétaires, au nom de la défense de l'économie nationale contre la concurrence étrangère.

Il restait encore à faire admettre à l'ensemble de la bourgeoisie toute la valeur du "socialisme grütliérien" et à statuer en un corps idéologique facilement assimilable par le prolétariat cette politique honteuse de corruption et de servilité. La crise capitaliste des années 30 donna l'occasion à la social-démocratie de mettre en valeur une fois de plus ses talents de collaboration de classe en proposant un véritable pacte social entre ouvriers et patrons. En 1929 déjà, Illg proposa aux associations patronales de conclure la paix du travail. Le refus patronal poussera la FOMH à se montrer plus hostile encore à l'égard des mouvements de grève, alors que sous l'aiguillon de la crise la bourgeoisie n'hésite plus à tirer sur la foule des manifestants, comme ce fut le cas à Zurich et à Genève en 1932. C'est d'ailleurs cette année-là à Zurich que la social-démocratie fait la plus sinistre démonstration de sa défense acharnée des intérêts de l'Etat et de l'ordre capitaliste contre le prolétariat. La FOMH en effet s'oppose en mai de cette année à la grève des installateurs en chauffage déclenchée contre la baisse des salaires. En juin, le conseil municipal "rouge" (à majorité socialiste) interdit une manifestation des grévistes. Les ouvriers passeront outre et se retrouveront dans la rue le lendemain de l'interdiction et feront face à la police dépêchée sur les lieux par le socialiste Wiesendanger. Les flics tirent pour disperser la manifestation interdite: 2 morts et une trentaine de blessés. Quelques mois plus tard à Genève l'armée tire contre la foule venue manifester contre les fascistes: 13 morts. L'histoire social-démocrate ne retiendra et ne commémorera que les "bonnes" victimes démocratiques luttant contre le fascisme à Genève, mais oubliera totalement l'épisode identiquement mortel de Zurich!

A ce moment-là la paix du travail reprend aux yeux de la bourgeoisie toute sa valeur. Elle serait en définitive bien plus efficace que le fusil pour enrayer les mouvements de lutte prolétarienne et deux faits s'imposent, incontournables, à la classe bourgeoise.

D'une part la crise capitaliste mondiale frappe de plein fouet l'économie helvétique. La classe ouvrière doit donc être mise à l'épreuve pour sauver ce qui peut l'être des profits. Mais pour renforcer encore plus son exploitation il faut pouvoir exercer un contrôle efficace sur elle, donc un contrôle consenti.

D'autre part la deuxième guerre impérialiste se pointe à l'horizon des contradictions capitalistes et il s'agit de gagner le prolétariat à la cause nationale bien mieux que ce ne fut le cas vingt ans auparavant lorsque les ouvriers répondaient aux sacrifices de guerre par la grève. L'Etat devait donc s'assurer pour cette deuxième raison de la mise sous tutelle idéologique et organisationnelle complète du prolétariat.

Konrad Illg, le plus éclairé de tous ces éminents pompiers sociaux, voyait lui aussi dans ces deux raisons la nécessité de conclure rapidement un pacte social garantissant la "paix" entre les classes pour affronter une période douloureuse du capitalisme. En 1937 sont donc ouvertes les négociations finales sur la paix du travail. Illg devra encore passer l'épreuve de la grève des 3 000 ouvriers de Sulzer pour les augmentations de salaires (3) pour que le patronat signe enfin l'accord historique qui livrait en esclavage la classe ouvrière au capital. Mais sitôt cette dernière preuve faite de sa servilité, l'accord sur la paix du travail pouvait être signé et préfigurait pour le capital des décennies de calme social. Pour montrer à quel point les objectifs de la centrale syndicale d'attacher pieds et poings de la classe ouvrière à l'effort de guerre, nous citons un secrétaire d'alors de la FTMH qui, dans la "Revue Syndicale" en décembre 1937, défendait la position suivante: "Le 28 pour cent des ouvriers travaillant en fabrique sont occupés par l'industrie des machines et métaux qui participe pour le 25 pour cent au volume ou plutôt à la valeur totale de nos exportations

"(...) Lorsque finira cette course aux armements (engagée par l'Allemagne selon lui), les entreprises étrangères voudront reprendre leur place sur le marché mondial et nous assisterons alors à une formidable lutte de concurrence. Pour la Suisse, les risques seront moins grands si, profitant de la conjoncture actuelle l'industrie des machines réussit à acquérir en peu de temps de nouveaux débouchés sur le marché mondial et à les conserver grâce à la qualité de sa main-d'oeuvre et de ses produits. Pour rendre ceci possible, la paix professionnelle doit régner dans l'industrie". (souligné dans le texte).

Il est difficile d'être plus clair, le carnage impérialiste détruira les forces productives et s'ouvrira alors une nouvelle phase d'accumulation dans laquelle la bourgeoisie et ses valets envisagent de se placer dans les meilleures conditions possibles, sachant qu'au sortir de cette crise mondiale leurs concurrents les plus immédiats auront à reconstruire leur appareil productif mis à mal par les bombes et à faire face certainement à des vagues sociales importantes soulevées par cet effort de reconstruction de l'économie nationale.

La paix du travail autant finalement que la force financière des banques suisses est bien l'un des piliers de l'impérialisme helvétique et s'alimente des miettes du festin impérialiste auquel la "neutre" Helvétie participe avec ferveur et discrète efficacité. Car ce qui a fait la force de la paix du travail c'est qu'elle repose sur un contrat social instituant de manière programmée la quantité de miettes qui sera distribuée aux prolétaires et sous quelle forme. Elle permet ainsi de planifier les niveaux des salaires, de poser quelques garde-fous sociaux (caisse maladie syndicale, etc.), de donner effectivement l'illusion, car le patronat comprend alors que son intérêt est aussi de distribuer ces quelques miettes selon un rituel préétabli, que les syndicats défendent leurs intérêts et de mettre en place tout un cordon sanitaire juridique d'institutions, de lois ou d'ordonnances, pour conjurer les grèves sauvages et les réactions incontrôlées de la classe ouvrière.

L'équation paix sociale = sécurité de l'emploi et du salaire ne pouvait avoir de prise sur le prolétariat qu'à condition que l'impérialisme helvétique soit en mesure de distribuer ces quelques miettes. Or la Suisse qui est déjà, relativement à son échelle géodémographique, une forte puissance financière et industrielle (horlogerie, chimie, alimentation, machines) basée sur le monopole, attend avec certitude l'éclatement militaire mondial lui ouvrant pour demain les portes d'un marché assoiffé de marchandises, participe dans l'immédiat à l'effort d'armement de l'Allemagne et est donc en mesure de payer le coût peu élevé de la paix du travail, comme un investissement pour l'avenir.

On comprend alors l'empressement de la bourgeoisie, poussée par l'Etat, de conclure cet accord historique lui assurant sur ses concurrents de sérieux avantages.

L'évolution des salaires à partir de 1939 révèle l'ampleur de l'attaque capitaliste de maintien des profits et le rôle de la paix du travail: en 1939 l'indice des salaires est à 100 points, il descendra à 87 en 1942 pour ne remonter à 108 qu'en 1947. Quant aux jours de grève, si l'on trace la courbe moyenne et que l'on isole la pointe de 1946/1947 (compréhensible malgré tous les obstacles juridiques et syndicaux) ils ne cessent de décroître pour devenir pratiquement insignifiants dès 1950 (6 grèves pour 288 ouvriers concernés) pour s'écraser en 1969, toujours de source officielle, à 1 grève et 33 grévistes. Le mythe de la Suisse paradis social est ainsi totalement consacré par les faits.

DU CYCLE D'ACCUMULATION A LA CRISE DE 1975

Après avoir permis au capital helvétique de traverser le plus tranquillement du monde la crise des années 30 et la seconde guerre impérialiste, la paix du travail va permettre à l'industrie helvétique qui n'a pas été détruite par la guerre et qui est ainsi prête à répondre à toutes les demandes extérieures, de se relancer dans le grand boom d'accumulation capitaliste sans voir passer le moindre nuage social et donc sans en avoir à payer les coûts. De 1950 à 1974, le capitalisme helvétique vit un quart de siècle de rêve, les profits s'accumulent sans limite, les multinationales, jouissant de la main de fer des autocraties les plus féroces dans les pays de la périphérie, étendent leurs réseaux tentaculaires sur tous les continents et les

banques regorgent de capitaux de toute nature et de toute provenance. Mais l'apparition des premiers déséquilibres monétaires internationaux traduit notamment par la non-convertibilité du dollars et les premiers signes d'essoufflement sur les marchés mondiaux bien avant la crise pétrolière, incitent la bourgeoisie et ses comparses des bureaucraties syndicales à anticiper une fois de plus avant les grandes crises et dans le cadre de la "concertation entre partenaires sociaux", les futurs problèmes pouvant surgir à l'horizon.

La paix du travail n'a pas comme fonction seulement d'écartier les risques immédiats de réaction de classe, mais surtout de les prévoir et de dresser à l'avance les digues pour prémunir le capital des futures vagues prolétaires. C'est pour cela que dès 1972 patrons et bonzes syndicaux se réunissent pour mettre sur pied la stratégie commune en cas de vague de licenciements pour éviter tout conflit ouvert remettant en question la paix sociale et désavouant les accords conventionnels en ce qui concerne la grève. C'est ainsi que dès 1972 les "partenaires sociaux" lancent l'idée d'un accord social spécial, adapté à la situation à venir faite de crise, de licenciements, de restructurations et de chômage.

"Nous avons reconnu, écrit en 1975 Bruggler (conseiller fédéral) déjà à ce moment (...) que la question de fermeture d'entreprises pouvait provoquer des situations politiques indésirables et engendrer des développements néfastes et que, de ce fait, des solutions utilisables et adéquates devaient être élaborées".

Le fruit de cette négociation sur le dos des prolétaires fut la signature en avril 1975 d'un accord sur "les lignes directrices du comportement à adopter lors de la fermeture d'entreprises et de licenciements dus à des causes économiques". "Dans cet accord, les associations centrales d'employeurs et de travailleurs recommandent à leurs organisations affiliées de conclure des conventions relatives au comportement à adopter lors de fermeture d'entreprises, de parties d'entreprises ou de licenciements dus à des causes économiques" (Bulletin d'information du délégué aux questions conjoncturelles, juin 1975). Le programme de cet accord est clair: **éviter les grèves sauvages, préparer la classe ouvrière à accepter les rigueurs de la crise capitaliste, remodeler le marché du travail**, afin selon les termes mêmes de Enzo Canonica alors président de l'USS, "que soient développées la transparence et la mobilité du marché".

La paix conventionnelle, renforcée par ce blindage conjoncturel sera le premier barrage de la bourgeoisie contre les potentialités de réactions ouvrières à la crise. Le deuxième barrage qui révèle bien la nature corporatiste et chauvine d'un syndicalisme que l'on peut taxer de fasciste au gant de velours est évidemment celui de l'immigration. Une immigration moins directement contrôlable (bien que son intégration au "système helvétique" fut parfaite) et dont l'augmentation continue inquiète à tel point l'USS qu'elle demande en 1968 à la Confédération un plafonnement à 500 000 des effectifs de main-d'oeuvre immigrée alors que cette année-là il y a 825 000 travailleurs immigrés en Suisse! Le cynisme étant le propre de l'USS, cela ne l'empêchera pas en 1974 de crier au fou face à l'initiative xénophobe de Schwarzenbach qui lui au moins avait le courage de soumettre au peuple cette réduction de la population immigrée tant souhaitée 6 ans plus tôt par la centrale syndicale. La crise capitaliste mettra l'Action Nationale de Schwarzenbach et l'USS d'accord: 350 000 immigrés ne verront pas leur permis de séjour renouvelé et quitteront la Suisse, véritable exportation du chômage limitant les risques de réactions de lutte (4)!

LA DERNIERE OFFENSIVE

La paix du travail va donc pouvoir jouer pleinement son rôle de sabotage des réactions ouvrières aux licenciements et surtout permettre toute la campagne de restructuration de l'industrie horlogère, de mécanique de précision et de l'industrie des machines durement touchée dans certains secteurs. Cette période des grands "dégraissages" durera jusqu'au début des années 80. Mais à partir de 81-82, l'USS et les autres centrales syndicales, une fois terminé l'essentiel de leur première fonction d'amortisseur au choc social de la crise capitaliste, **ouvrent une nouvelle phase d'offensives anti-ouvrières consistant à mettre en pièces un certain nombre d'acquis sociaux pour offrir au capital une clas-**

se ouvrière plus "souple" et "mobile" tant dans les horaires que dans les salaires et que géographiquement.

Mais les appareils syndicaux n'abandonnent pas cette nouvelle offensive dans les mêmes conditions qu'en 1975 où ils avaient encore et malgré toutes leurs compromissions une certaine écoute dans les entreprises et un taux de syndicalisation, bien que faible, au moins constant.

Les démantonnements successives de la bonzerie syndicale face aux licenciements et aux pressions sur les salaires, les attaques toujours plus directes du capital, ne pouvaient pas ne pas avoir de répercussions sur l'"humeur" des prolétaires et leur rapport avec les syndicats. Progressivement ils se sont distancés des appareils, délaissant le paiement de leurs cotisations ou démissionnant de leur fédération, pour adopter une attitude de repli et d'attente et de plus grande méfiance vis-à-vis des bureaucrates syndicaux.

La paix du travail conventionnelle a ainsi failli ne pas connaître ses 50 ans d'existence lorsque pour la première fois en juin 1983 la conférence d'industrie de la métallurgie (FTMH) rejette en bloc la proposition, défendue par les secrétaires centraux, d'un accord avec l'ASM (syndicat patronal) de réduire les salaires de 2,4% afin de compenser la réduction de 2 heures de travail hebdomadaires programmée pour les années à venir. Le refus du renouvellement de la convention par les délégués signifiait aussi la **non-prorogation de la paix du travail pour la période conventionnelle de cinq ans!**

Tout l'appareil syndical s'est alors mobilisé pour défendre envers et contre tout son fétiche sacré et pratiquer à l'intérieur des sections un chantage sur les conséquences soit-disant néfastes de l'absence de convention.

Un mois après le refus unanime, les bonzes syndicaux remportaient malgré tout, et grâce au chantage, une victoire en réussissant à retourner l'avis de la conférence d'industrie (139 pour le renouvellement de la convention, 94 contre). Ce fut le "oui de la peur du vide".

Fort de ce aval tout de même branlant, la FTMH pouvait alors reprendre en main ses objectifs d'assouplissement des conditions d'exploitation de la force de travail des prolétaires pour les adapter aux nouvelles exigences de la concurrence internationale capitaliste. Le secteur visé prioritairement aujourd'hui est celui du travail de nuit des femmes dans l'industrie, interdit au niveau fédéral, et dont l'industrie horlogère et électronique réclame aujourd'hui l'usage sans restriction. La FTMH s'est donc faite l'avocate de EEM (Ebauches Electroniques Marin), fabrique de puces électroniques, pour obtenir l'autorisation du travail de nuit des femmes auprès de l'OFIAMT (office fédéral de l'industrie et du travail). J-P Ghelfi, ancien secrétaire central, déclarait il y a une année que "L'horlogerie suisse commence de se mieux porter depuis que de nouveaux dirigeants sont aux commandes", il faut "être ouvert à tous les changements. Le drame, c'est qu'il est plus facile de modifier les techniques que de changer ce qu'il y a dans les têtes".

La paix du travail est évidemment une nécessité pour faire passer un tel programme d'offensives dans les têtes! Mais à force de trahisons et de compromis les syndicats se vident, perdent leur représentativité, à tel point que les patrons s'inquiètent d'une telle situation qui évolue vers un affaiblissement croissant du contrôle de la classe par les appareils syndicaux. Le temps est alors revenu pour la bonzerie de raffiner le langage et de suggérer le remplacement de la paix du travail absolue par la "paix relative" ou la "paix conditionnelle", arguties juridiques et subtilités contractuelles pour mieux berner le prolétariat en feignant des velléités de combat. Les manifestations de l'Union PIT et de la FOBB qui ont mobilisé des milliers de travailleurs ces derniers mois sont un effet non pas de la volonté de revenir à des méthodes classistes de lutte, mais à celle de défendre la paix sociale en usant de soupapes de sécurité.

Lorsque les ouvriers d'une entreprise du meuble (Leu à Lausanne) se mi-

rent spontanément en grève il y a deux ans pour riposter à des attaques patronales, la FOBB accourut ventre à terre pour faire cesser immédiatement le mouvement sans que les ouvriers aient obtenu quoique ce soit! Cet épisode démontre bien la signification réelle des manifestations du début de l'année!

QUE CREVE LA PAIX DU TRAVAIL

La paix du travail a 50 ans et doit crever une bonne fois pour toute;

elle paralyse l'action ouvrière et loin d'être une condition d'amélioration des conditions de vie des prolétaires elle est une lourde entrave à la défense de ces conditions de vie. Toutes les dernières grèves ont démontré que seule l'action de classe des prolétaires aboutit à un résultat qui, s'il n'est pas matériel, est le renforcement de l'unité, de l'organisation et de l'expérience ouvrière. Mais il doit être clair pour tous les prolétaires que la suppression formelle de la paix du travail dans les textes des conventions collectives ne signifie pas pour autant la rupture de la paix sociale ni le retour mécanique à la lutte de classe. La paix du travail est peut être le moyen. Dans la démocratie bourgeoise, le plus inique de subordonner le prolétariat aux intérêts capitalistes, mais ne constitue pas le seul moyen. L'opportunisme adapte les moyens qu'il se donne en fonction de la combativité ouvrière et au discours ouvertement anti-grève des directions syndicales aujourd'hui peut succéder un jeu plus complexe des appareils syndicaux utilisant du moins dans leur forme, des moyens de lutte de classe en les dénaturant, afin de mieux canaliser la classe ouvrière dans le sillon de la conservation sociale.

Que creve la paix du travail, que creve la paix sociale, que vive la lutte de classe!

(1) En 1901 le Grütliverein adhèrera à part entière au PSS en conservant d'ailleurs sa structure interne faite de sociétés... de tir, de chant ou de gymnastique! Les membres du Grütli au sein du PSS seront plus tard les plus ardents défenseurs des pleins pouvoirs à l'Etat pendant la guerre impérialiste et de la plus stricte entente politique parlementaire "pour entretenir la paix civile". Les centristes suivront le pas, pleurnichant seulement sur le fait d'avoir fait beaucoup donner par la classe ouvrière à la bourgeoisie mais de n'avoir rien reçu comme compensation-carotte en retour.

(2) Voir à ce propos le "supplément suisse au prolétaire" numéro 14, déc. 1978.

(3) Ilg, envoyé sur place pour éteindre l'incendie, dira à ce propos: "Si j'avais voulu passer à l'attaque et "parler en faveur de la grève, j'aurais certainement récolté un tonnerre d'applaudissements. Cela je n'avais ni le droit, ni le pouvoir de le faire; nous avons décidé, tout au moins provisoirement, qu'il ne fallait pas déclencher de grèves dans les grandes entreprises (...). L'association patronale de la métallurgie a interrompu expressément les négociations sur la paix du travail pendant le mouvement de Winterthur. En fait les négociations n'ont repris qu'après la liquidation du mouvement de Winterthur et la mise en place du tribunal arbitral." Sans commentaire!

(4) La FOBB (syndicat du bois et du bâtiment) déclarera entre autre perle: "Il faut cependant reconnaître que le Conseil fédéral a mis plus d'ordre dans sa politique en matière de main-d'oeuvre étrangère. Lors des pourparlers avec les partenaires étrangers, il a défendu avec rigueur et netteté les principes qui doivent désormais régir cette politique: réduction de la population étrangère de résidence et protection prioritaire des travailleurs indigènes" (l'ouvrier sur bois et bâtiment", numéro 33-34, 1975).

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.

Manifeste du Parti Communiste International. 1981.

COMMANDE A Editions Programme

La loi du profit a tué en Mer du Nord

A quoi est du le naufrage du "HERALD OF FREE ENTERPRISE" ("MESSENGER DE LA LIBRE ENTREPRISE") en mars dernier ?

Les experts se perdent en conjectures: le bateau était récent, l'équipage expérimenté, la mer belle, le ferry venait juste de sortir du port. La compagnie TOWNSEND THORENSEN déclare qu'elle respecte à la lettre les réglementations sur la sécurité et que ses navires sont "sûrs", ce qui est confirmé par le bureau "VERITAS" et par le président de la chambre de commerce de Calais.

La conclusion provisoire des experts est qu'il faut chercher les causes de la catastrophe dans un ensemble malencontreux d'erreurs humaines et de malchance, "une série fatale d'événements".

Il se trouve cependant que les mises en garde contre les dangers inhérents à ce type de bateau n'ont pas manqué. Ce sont des navires dits "rouliers" qui s'ouvrent largement par de grandes portes à la proue comme à la poupe pour laisser entre les véhicules; les ponts inférieurs sont des sortes de grands hangars non cloisonnés pour faciliter le parking, le chargement et le déchargement des véhicules qui entrent d'un côté et sortent de l'autre. Pour manoeuvrer plus facilement, sans aide d'un pilote local, ils ont un fond plat, sans quille, et un faible tirant d'eau; de plus ils sont affublés de toute une superstructure où s'entassent les passagers, qui contribue à élever le centre de gravité, augmente la sensibilité au vent, diminue donc la stabilité. Bref de "bons bateaux" conçus avant tout pour la rentabilité maximum, au détriment de la sécurité qui coûte cher. Conclusion trop rapide ?

En 1986, le commandant, GOLSON président de l'Association Internationale de la Marine Marchande, déclarait lors d'un congrès à Oslo: "J'en appelle à votre conscience pour que l'on modifie la construction de ces navires (-"rouliers", NDLR), et qu'il ne faille pas un accident pour que l'on s'aperçoive

"que ce sont des cercueils flottants "en puissance".

Des accidents, il y en a eu: une statistique norvégienne a recensé, de 1965 à 1983, 341 accidents de navires-rouliers, dont 217 qualifiés de "graves" et 36 naufrages, soit un accident grave par mois, un naufrage tous les 6 mois. Alors qu'ils ne composent que 34% de la flotte mondiale, ces navires représentent 80% des pertes.

Dès 1970, des études avaient montré qu'un navire-roulier chavire en 2 minutes et demie (depuis on a fait mieux: le "HERALD" a coulé en "moins d'une minute"); des demandes ont été faites à plusieurs reprises pour modifier la réglementation internationale: en 75, après le naufrage du MONLAUNIER, en 84, après le naufrage du MONT-LOUIS, pour ce qui est de la France. Mais "comme il s'agit de prendre une décision internationale dans le "but d'améliorer la sécurité des navires, "il n'est pas une grande compagnie assez "suicidaire (sic!) pour commencer la "première" déclare le sous-directeur à la sécurité des navires au secrétariat d'Etat à la Mer. (1)

Les suicidaires, ce sont les passagers qui font aveuglément confiance à ces compagnies et à ces responsables de la sécurité, attirés par des prix discount sensationnels: 1 £ (environ 11 FF) la traversée ce jour-là grâce à une opération promotionnelle d'un quotidien anglais...

Très rentables, les rouliers sont de plus en plus nombreux et de plus en plus gros. A la fin des années soixantes, ils ne dépassaient les 4000 tonnes; à sa sortie le "HERALD" avait battu un record avec 7950 tonnes et on construit maintenant des ferries de 20'000 tonnes capables de transporter jusqu'à 2400 passagers, plus du double de la capacité du bateau coulé. Pas de problèmes de conscience pour les compagnies: la TOWNSEND espère même que la construc-

tion de ses "jumbos" ne sera pas retardée par des changements de réglementation.

Nous avons vu que l'architecture des rouliers est conçue pour faciliter au maximum l'embarquement et le débarquement rapides de grandes quantités de véhicules et de passagers, ce qui permet plus de traversées (avec plus de monde) que pour un navire traditionnel. La TOWNSEND s'est fixée l'objectif d'une traversée en 75 minutes avec ses futurs navires; tout est bon pour gagner du temps: "Les lévriers de TOWNSEND "et de SEALINK, rivaux, se tirent des "bourres" terribles. Pour gagner du "temps, ils appareillent portes ouvertes "au dessus de la ligne de flottaison "et ne les remontent qu'au cours de "la sortie du port. Puis ils filent "raz la caisse" à 22 noeuds, pilotés "par des équipages très habiles et compétents" (2). Il semble aussi que les véhicules ne sont pas toujours arrimés, car cela prend du temps.

Le professeur anglais CHENGI KUO, architecte naval et spécialiste de technologie maritime, explique gravement que le problème est de trouver un équilibre entre "les nécessités de la sécurité "et les considérations commerciales". Par exemple, "il serait possible d'installer des cloisons verticales contre "l'eau dans les ponts à véhicules des "rouliers", ce qui, en cas d'inondation éviterait que le bateau coule; "Mais "cela rendrait l'embarquement beaucoup "plus lent et cela affecterait la "viabilité commerciale du bateau. Cela "signifierait moins de passages faits "par le navire et probablement moins "de véhicules et de passagers, ce qui "diminuerait les revenus des opérateurs. "Dans un environnement qui est très "compétitif, cela rendrait les bateaux "non rentables".

Notre spécialiste parle clair; cyniquement il avoue qu'on peut construire des bateaux vraiment sûrs, où les éventuelles "erreurs humaines" causées par

la pression pour accélérer au maximum toutes les manoeuvres, n'auraient pas eu de conséquences. Les 200 passagers (le chiffre exact n'est pas connu) et membres d'équipage sont morts, prisonniers de la coque retournée du "HERALD OF FREE ENTERPRISE" parce que le plus important est la viabilité de l'entreprise. Ils n'ont pas été victimes de la "fatalité". Il y a plus de 30 ans, après le naufrage d'un navire, Amadeo Bordiga écrivait: "nous avons ici la clef de "toute la science appliquée moderne. "Ses études, ses recherches, ses calculs, "ses innovations ne visent qu'un seul "objectif: réduire les coûts, augmenter "le fret. Luxe pompeux, donc de salons, "de miroirs et d'oripeaux divers pour "appâter le client aux poches pleines, "économies mesquines et sordides sur "les structures, dont les dimensions "et le poids sont réduits à l'extrême, "d'où un risque mécanique considérable. "(...) Faire supporter des poids et "des efforts maximum à des structures "de poids et surtout de coût minimum: "ce critère de la technique constructive "que l'on présente aujourd'hui dans "les écoles et sur les chantiers comme "une vérité éternelle, disparaîtra sans "honneur avec la fin du capitalisme." Le socialisme mettra hors d'état de nuire les "criminels de l'affairisme" parce qu'il mettra fin à la libre entreprise et à la production par entreprise tout court, selon les impératifs de la loi du profit, et la remplacera par une économie centrée sur la satisfaction des besoins de l'espèce humaine toute entière. Pour cela, la REVOLUTION est nécessaire et urgente.

1) cité par "Le Matin", 9/3/87

2) ibid.

3) "Politique et construction", PROMETEO n. 3-4, juillet 52.

Ce texte et une série d'autres se trouvent dans le recueil "Espèce Humaine et croûte terrestre", disponible aux Ed. Programme.

Stratégie de l'impérialisme sur toile de fond de marchands de canons

Après l'Irangate qui donne des boutons à Reagan, la presse bourgeoise vient de révéler que la France, sous le gouvernement de gauche et le ministère de Charles Hernu et de son bras droit J.F. Dubos, avait livré de 1983 à 1985 450.000 obus à l'Iran et cela pour une valeur de 700 millions de francs, alors que l'exportation d'armes vers ce pays est "interdite".

C'est la société Luçhaire qui a fabriqué et vendu cet armement en falsifiant la destination officielle du matériel. Le hic c'est que Hernu, Dubos, l'amiral Lacoste et Audran étaient au courant de l'affaire et ont laissé faire (1).

L'autre hic c'est que l'adjoint au conseiller technique du ministère chargé des affaires industrielles et d'armement était tout simplement le sieur Alain Toret, responsable de la division armement de la société Luçhaire. Le monde est petit comme un panier de crabes !

L'affaire commençant à s'ébruiter dans les milieux "avertis" juste après le coulage du Rainbow-Warrior, la gauche a cru bon de prendre les devants en retirant toutes les licences d'exportation de Luçhaire et en étouffant le scandale. C'est évidemment le gouvernement Chirac, à la recherche d'une bonne "moralité politique", qui ressort le dossier du tiroir pour mieux étaler la merde sur son adversaire parlementaire.

De cette affaire, il y a deux choses à retenir pour les prolétaires.

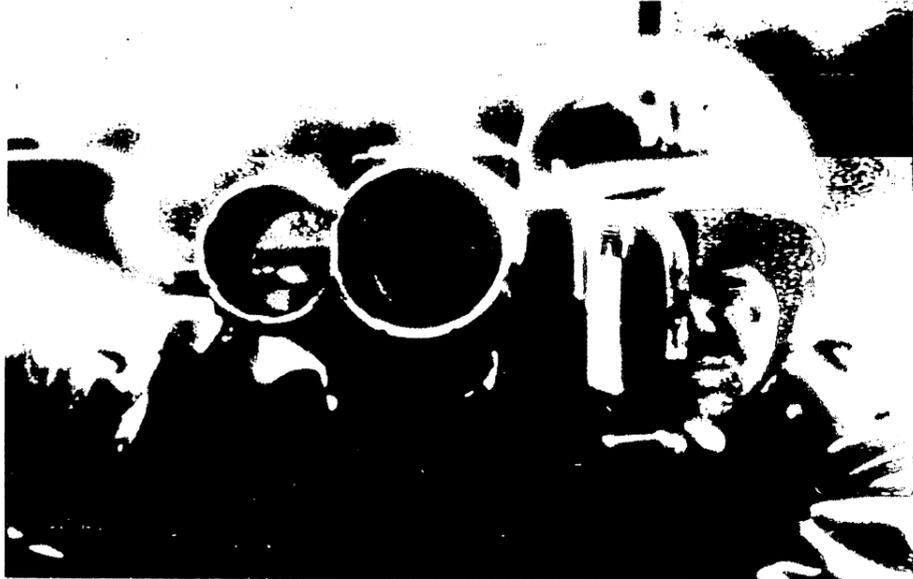
La première c'est de ne pas se laisser entraîner dans le jeu stupide des révélations fracassantes et sordides sur les agissements secrets de tel ou tel gouvernement bourgeois. Vendre des armes à l'Iran n'est pas plus scandaleux que de les vendre à l'Irak. C'est seulement du point de vue des intérêts impérialistes qu'il peut paraître scandaleux de rompre la trame des alliances en armant l'adversaire. Ce que reprochent les publicistes bourgeois à Hernu ce n'est pas tant de pratiquer une politique de dessous de table que de saper les efforts de l'impérialisme français dans la région en brouillant

les cartes et en affaiblissant les pions les plus sûrs à sa disposition au Moyen-Orient, tel l'Irak.

Mais là intervient la deuxième chose, c'est que dans les manoeuvres de l'impérialisme français, comme américain ou autre d'ailleurs (n'est-ce pas, Reagan !), le jeu des alliances est complexe et n'est jamais une donnée immuable. L'impérialisme occidental se fait maintenant une donnée définitive de l'islamisme de l'Etat iranien, ce qui compte à ses yeux c'est d'abord et surtout la stabilité et la cohésion des Etats de la région et la pression qu'ils exercent sur les prolétaires et masses laborieuses pour contenir leurs poussées. Islamiste ou non tout Etat de la région est capitaliste et a besoin du négoce international pour survivre, le capital crée donc des liens indissolubles là où les idéologies dominantes officielles d'Etat sont apparemment si différentes.

De plus, l'Iran est amené à jouer un rôle fondamental pour toute la stabilité de la région moyen-orientale, mais aussi même maghrébine. Du temps du Chah, le rôle assumé par l'Iran était essentiellement de rempart contre l'URSS, mais la "révolution islamiste" a bouleversé la cartographie politico-militaire de la région. Grâce à l'exemple et à l'appui iranien l'islam est devenu une force d'opposition politique et militaire dans toute la zone arabe. Une force qui est destabilisatrice pour l'ordre social interne dans chaque pays arabe et donc pour l'ordre impérialiste. L'impérialisme - dont certains stratèges avaient cru pouvoir rapidement se débarrasser de la révolution islamique par Irak interposé - a dû tirer les conclusions de l'incapacité de la bourgeoisie iranienne de l'opposition à renverser la structure mise en place par le clergé chiite. Il doit composer avec les chiites pour ne pas aggraver l'équilibre chancelant de l'ordre moyen-oriental, quitte à avaler quelques couleuvres.

L'envoi d'armes à l'Iran des français (comme des américains) n'a pas pour raison de sauver une entreprise en



difficulté (Luçhaire) ni même de sauver quelques otages, mais bien d'ouvrir les portes à de nouvelles manoeuvres de l'impérialisme au Moyen-Orient. L'impérialisme français serait bienheureux d'ailleurs de damer le pion sur le terrain à son concurrent américain.

C'est l'Iran qui détient notamment une des clefs pour résoudre la question du Moyen-Orient qui passe de manière incontournable par celle des luttes palestiniennes.

Cette question palestinienne, l'impérialisme, autant que le sionisme et tous les Etats arabes, quelques soient les états d'âme qu'ils affichent parfois, ne veulent la résoudre que d'une seule manière: celle de l'écrasement physique, politique et militaire. Les Chiites dans ce processus de liquidation physique des masses palestiniennes jouent, avec l'assentiment à peine voilé de l'impérialisme, un rôle non négligeable en faisant le siège des camps palestiniens à Beyrouth et en affamant leur population.

Les mass médias ont fait beaucoup de tapage sur la guerre ignoble qui se déroule entre l'Irak et l'Iran; une telle publicité qui dispulpe toujours la responsabilité de l'impérialisme dans ce conflit, reflète évidemment l'inquiétude de l'impérialisme pour la sauvegarde de ses intérêts dans la région, notamment ceux de l'approvisionnement en pétrole qui dépend du sort réservé au Détroit d'Ormuz.

Il faut comprendre que l'équilibre capitaliste de l'ordre mondial est dé-

pendant d'une multitudes de relations et de liaisons complexes, financières, économiques et sociales qui lui confère une fragilité extrême en temps de crise générale. Il suffit à un certain moment et sous certaines conditions qu'une ou deux de ces liaisons se cassent pour que tout l'édifice fissuré de toutes part s'écroule, d'où la frénésie avec laquelle les grands maîtres de l'impérialisme se penchent sur cette région, d'où toutes ces manoeuvres secrètes pour annoncer le déploiement d'une nouvelle figure d'alliances.

La gauche a été la première placée devant ces nouvelles nécessités stratégiques au Moyen-Orient, la droite reprendra le relais en se gardant peut-être cette fois pour éviter les éclaboussures de l'inique politiciaille bourgeoisie de se mettre en ordre avec sa propre légalité.

Déjà les marchands de canons se bousculent aux portes du ministère des armées pour libérer les interdits d'exportation -vers la Syrie et l'Iran- tandis que sur l'aérodrome de Chateauroux se poursuit le bal des avions russes pour l'Irak et américains pour l'Iran venu faire les éplettes à l'épicerie tricolore de la mort.

(1) A propos de la mort d'Audran, "L'Express" du 23 janvier 87 se demande même s'il n'y aurait pas là "une nouvelle piste à explorer". Entre clans bourgeois tous les coups sont permis !